© CANADA DEPARTMENT OF JUSTICE, 1999
PERMISSION TO REPRODUCE GRANTED TO HER MAJESTY IN RIGHT OF CANADA, AS REPRESENTED BY THE DEPARTMENT OF JUSTICE, ON 3RD OF DECEMBER, 1996. ALTHOUGH EVERY EFFORT HAS BEEN MADE TO ENSURE THE ACCURACY OF ITS CONTENT, THE DEPARTMENT OF JUSTICE ASSUMES NO RESPONSIBILITY FOR THE ACCURACY OR RELIABILITY OF THE INFORMATION CONTAINED HEREIN.

REPRODUCTION IN WHOLE OR PART THROUGH MICROMEDIA IS PERMITTED, SUBJECT TO THE FOLLOWING RESTRICTIONS. TRANSLATIONS AND MODIFICATIONS ARE NOT PERMITTED.

ALTOUGH EVERY EFFORT HAS BEEN MADE TO ENSURE THE ACCURACY OF ITS CONTENT, NO REPRODUCTION BY MICROMEDIA SHALL SUGGEST THAT THE MINISTER OF JUSTICE ASSUMES ANY LIABILITY FOR THE ACCURACY OR RELIABILITY OF THE INFORMATION CONTAINED HEREIN.

Micromedia
ProQuest

20 Victoria Street
Toronto, Ontario M5C 2N8
Tel: (416) 362-5211
Toll free: 1-800-387-2689
Fax: (416) 362-6161

Le rôle de la magistrature en matière d'information publique

Conseil canadien de la magistrature

Septembre 1999

Sommaire

Le Conseil canadien de la magistrature reconnaît qu'il lui incombe de soutenir partout au Canada les efforts des juges de nomination fédérale auprès du grand public et des médias afin de les sensibiliser au rôle des juges et au fonctionnement du système judiciaire.

Dans l'univers de la Charte, les juges font la nouvelle et suscitent la controverse. Il est évident qu'ils font plus qu'autrefois l'objet d'un examen serré de la part du public et de nombreux commentaires des médias.

De nombreuses voix, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du milieu judiciaire, invitent dorénavant les juges à expliquer leur rôle au sein du système judiciaire.

Initiatives éducatives

Une meilleure compréhension publique du rôle des juges et du fonctionnement du système judiciaire commence par l'éducation et se poursuit au moyen d'un projet de longue haleine. L'ABC, les groupes d'éducation juridique du public ainsi que d'autres organismes sont à mettre au point divers programmes et d'appliquer une vaste gamme de programmes éducatifs que le Conseil, les tribunaux et leurs membres pourraient soutenir. On pourrait, le cas échéant, travailler directement avec les facultés de droit, de science politique et les écoles de journalisme à la promotion de cours sur le fonctionnement des tribunaux et le rôle des juges. Les juges pourraient agir comme personnes-ressources dans les salles de cours.

Initiatives publiques

Les juges en chef et les membres des tribunaux s'adressent souvent à des groupes impliqués dans le système judiciaire, mais moins souvent à des groupes plus largement représentatifs de leurs collectivités. Dans bien des cas, les juges eux-mêmes sont les meilleurs messagers et les groupes ciblés auraient avantage à les entendre directement. Les juges en chef et les membres de leurs tribunaux pourraient vouloir collaborer avec différents organismes en vue de trouver et d'organiser des tribunes où les juges pourraient participer en tant que conférenciers, experts ou personnes-ressources.

On invite les juges à traiter d'un grand nombre de sujets lors de leurs initiatives publiques, médiatiques ou éducatives. Le Conseil peut fournir des documents de référence. A Compendium of Law and Judges, une publication Internet préparée sous la direction du juge en chef McEachern,

analyse de manière exhaustive un grand nombre de sujets dont les juges peuvent traiter. Le bureau du Conseil pourrait également faire circuler des extraits et des sommaires de discours prononcés par ses membres.

Relations avec les médias

L'établissement d'une politique des relations entre les tribunaux et les médias est un autre moyen de sensibiliser davantage le grand public au système juridique. L'attention que portent les tribunaux à leurs relations avec les médias varie considérablement d'une région à l'autre. Les contacts avec les médias, que ce soit par l'entremise d'entrevues, de réunions avec les responsables de la rédaction ou d'autres activités médiatiques, constituent de bons moyens d'expliquer le rôle des tribunaux et des juges.

De tels contacts peuvent permettre de répliquer à des reportages erronés ou à des critiques personnelles et injustes formulées à l'endroit des juges.

Recommandations

Le Conseil canadien de la magistrature a approuvé le présent document comme cadre de la participation de la magistrature aux activités d'informations juridiques auprès du public. Aussi a-t-il adopté les recommandations suivantes formulées par son Comité spécial en matière d'information du public :

1. *Que le Conseil encourage les tribunaux, individuellement ou par région, à élaborer et mettre en marche des régimes d'information publique locaux compatibles avec la norme nationale et taillés sur mesure selon les besoins et les particularités de chaque communauté.*

2. *Que le Conseil appuie l'implantation, dans tous les tribunaux, de comités mixtes, tribunaux-médias, ainsi que l'adoption par les tribunaux d'attitudes plus actives dans leurs relations avec les médias.*

3. *Que chaque tribunal adopte des méthodes de mise au point, le cas échéant, auprès du public selon celles proposées à l'annexe D.*

4. *Que le Comité spécial de l'information publique soutienne constamment la mise en œuvre des décisions du Conseil, et que ce dernier maintienne à son bureau l'inventaire des informations et outils susceptibles d'aider les tribunaux et les juges.*

TABLE DES MATIÈRES

Page

1. **Introduction** 1

2. **L'éducation du public au sujet du rôle des tribunaux** 1

3. **Un consensus en faveur de s'exprimer publiquement** 3

4. **Une approche à trois volets** 6

   i) Initiatives éducatives 7

   ii) Initiatives publiques 9

      Messages 10
      L'Internet 14

   iii) Initiatives médiatiques 14

      Agents de relations avec les médias 16
      Comités mixtes tribunaux-médias 17
      Formation en relations avec les médias 17
      Entrevues et responsables de la rédaction 18
      La mise au point auprès du public 18
      Approches systémiques 19

5. **Une stratégie nationale et son application locale** 20

6. **Recommandations** 20

Annexes

A Extraits de discours à titre d'exemples
B Document de l'ABC sur l'éducation juridique du public
C Background on Law Courts, Education Society of British Columbia
D La mise au point auprès du public
E Méthodologie – Pratique des tribunaux en matière de communications

1. Introduction

Le Conseil canadien de la magistrature reconnaît qu'il lui incombe de soutenir partout au Canada les efforts des juges de nomination fédérale auprès du grand public et des médias afin de les sensibiliser au rôle des juges et au fonctionnement du système judiciaire.

À sa réunion semestrielle de 1999, le Conseil a fait remarquer que les différents tribunaux et le Conseil lui-même adoptaient en général, face aux médias, une attitude réactive qui risquait de nuire à l'efficacité de la communication avec le public. Le Conseil en a conclu qu'il devrait fournir des conseils et des outils aux tribunaux et aux juges qui souhaitaient jouer un rôle plus actif en matière d'éducation et d'information publiques.

Le Conseil a décidé de constituer un Comité spécial de l'information publique qui examinerait un éventail complet d'initiatives englobant des activités d'ordre éducatif, public et médiatique. Le Comité a préparé le présent document, que le Conseil a approuvé par la suite lors de sa réunion à Victoria, en septembre 1999.

> *Le document examine les raisons pour lesquelles les juges devraient traiter de questions d'information et d'éducation du public et des médias et propose un ensemble d'options stratégiques possibles.*
>
> *Sa recommandation fondamentale voudrait que les différents tribunaux élaborent et mettent en œuvre des régimes locaux d'information publique qui soient à la fois compatibles avec la norme nationale et taillés sur mesure pour répondre aux besoins et particularités de leurs collectivités respectives.*
>
> *Les tribunaux de première instance et les cours d'appel pourraient accomplir ce travail conjointement.*
>
> *Au début, le conseiller en communications du Conseil pourrait aider les tribunaux à formuler leurs stratégies.*

2. L'éducation du public au sujet du rôle des tribunaux

De nos jours, écrit le chroniqueur Gordon Gibson du *Globe and Mail,* il se produit annuellement devant les tribunaux plus de choses dignes des nouvelles que devant les assemblées législatives provinciales et le parlement fédéral prises ensemble![1]

Dans l'univers de la *Charte*, les juges font effectivement la nouvelle et suscitent la controverse. Cela est inévitable.

Les juges ne peuvent s'empêcher de rendre des décisions qui provoqueront des commentaires, parfois négatifs, de la part du public. Cela aussi est inévitable. Les juges peuvent toutefois contribuer à améliorer les connaissances du public en lui expliquant le rôle des tribunaux, ce qui permettrait des commentaires mieux éclairés.

Selon *A Compendium of Law and Judges,* qu'on peut consulter à la page d'accueil des Cours supérieures de la Colombie-Britannique, un certain nombre de facteurs expliquent l'intérêt du public et des médias concernant l'appareil judiciaire et son travail : la *Charte*; un jugement de la Cour d'appel de l'Ontario abolissant à toutes fins pratiques l'infraction de common law d'outrage au tribunal dit de « scandaliser la Cour »; le fait que le public examine de plus près toutes les institutions de l'État, de même que sa méfiance et son cynisme accrus face à tout ce qui est officiel; le grand nombre de personnes qui sont aujourd'hui directement touchées par des décisions judiciaires en tant que plaideurs, jurés ou témoins; l'influence envahissante de la télévision et d'autres médias américains, de même que la manière sensationnaliste dont ils traitent l'instruction des procès.

Le *Compendium* note également que les médias n'ont souvent ni le temps ni les ressources nécessaires pour expliquer ce que sont le droit, les juges et la fonction de juger[2].

Cependant, les critiques formulées à l'endroit des décisions judiciaires ne s'accompagnent pas forcément d'un manque d'estime du public à l'égard de la magistrature. En fait, le taux de confiance du public à l'égard des tribunaux et de la magistrature canadienne est l'objet d'un grand débat. Selon un sondage Angus Reid tenu en octobre 1998 sur le respect envers les institutions, 83 p. 100 des répondants ont dit éprouver beaucoup de respect ou un degré raisonnable de respect à l'égard des juges, soit légèrement plus que cinq ans auparavant[3].

Pourtant, Antony Westell, auparavant journaliste de longue date au *Globe and Mail* et professeur de journalisme à l'Université Carleton, fait écho à un refrain courant lorsqu'il dit que toutes les institutions sont la cible d'attaques et que les tribunaux n'y échappent pas. Ni les tribunaux ni les autres organismes publics ne peuvent compter sur un respect ou une déférence automatiques[4].

Joseph Fletcher, de l'Université de Toronto, et Paul Howe, de l'Institut de recherche en politique publique, ont récemment sondé l'opinion publique canadienne à propos des tribunaux et de la *Charte.* Ils en ont conclu à l'absence d'un mouvement général d'opposition à ce que font les tribunaux. En outre, les canadiens considèrent la *Charte* d'un œil favorable et une forte

majorité d'entre eux estime que les tribunaux -et non les assemblées législatives- devraient avoir le dernier mot concernant son interprétation[5].

Peter Russell, de l'Université de Toronto, déclare que les juges ne devraient pas sous-estimer le degré d'appui que leur accorde le public. [TRADUCTION] « Je ne suis pas d'accord pour dire qu'ils sont attaqués et qu'ils doivent se défendre pour mériter l'assentiment du public. Ils ne devraient pas accorder trop d'attention à quelques politiciens et éditorialistes. Nous avons fait nos recherches sur la question, et les juges se classent loin devant les avocats et les politiciens »[6].

Le rôle que jouent les juges en matière d'éducation publique ne doit surtout pas être perçu comme un moyen de répondre aux critiques, mais plutôt comme un moyen de veiller à ce que les commentaires du public soient fondés sur une connaissance exacte du rôle du système judiciaire.

3. Un consensus en faveur du fait de s'exprimer publiquement

Suite aux recherches et consultations du Comité spécial, il émerge un vaste consensus selon lequel il incombe aux juges de contribuer à l'amélioration des connaissances du public et des médias au sujet des tribunaux et du rôle des juges.

Dans un ouvrage récemment publié – *Getting Away with Murder : The Canadian Criminal Justice System* – David Paciocco soutient que le système traverse une crise de crédibilité principalement attribuable à un manque de connaissance de la part du public. Les avocats et les juges, dit-il, ont permis que le système devienne honteusement complexe et n'ont pas tenu le public au courant de ses véritables forces[7].

Stephen Bindman, ancien chroniqueur judiciaire de la chaîne *Southam,* actuellement conseiller auprès du ministère de la Justice, a déclaré dans un discours reproduit dans la revue de droit du Nouveau-Brunswick : [TRADUCTION] « ... les juges se doivent d'être plus ouverts, directs et accessibles. La perception traditionnelle d'une magistrature 'monastique' n'est tout simplement plus acceptable, vu le rôle actuel que lui confie la *Charte* »[8].

Bien qu'il nie l'existence d'une crise de confiance à l'endroit des juges, Peter Russell déclare que les juges ont toujours eu de bonnes raisons de prendre des initiatives dans le domaine de l'information et de l'éducation publiques[9].

Prenant la parole à un colloque conjoint des tribunaux sur les Questions concernant hommes et femmes dans la magistrature, tenu à Vancouver le 19 octobre 1991, la ministre de la justice Kim Campbel déclarait ce qui suit :

> [TRADUCTION] « Je suis portée à penser que la magistrature a un rôle potentiellement important à jouer au plan de l'éducation juridique du public au Canada et qu'il faut l'encourager à l'assumer. Il n'est pas seulement question de parler de sujets juridiques particuliers devant un auditoire d'avocats et de juges, mais de rechercher un auditoire plus vaste pour lui commenter et lui expliquer le système et l'appareil judiciaire. Les informations communiquées seraient les plus exactes et complètes possibles et contribueraient de manière importante à faire connaître le système judiciaire au public »[10].

De l'avis d'Antony Westell, les juges doivent nécessairement s'expliquer –et non se défendre- lorsqu'on les attaque. En outre, dit-il, « il y a beaucoup à critiquer dans le système judiciaire »[11].

Le juge en chef de l'Australie du sud, John Doyle, déclare que les juges doivent faire plus que de se conduire de manière à préserver la confiance du public. [TRADUCTION] « La magistrature devrait susciter la confiance envers les tribunaux en faisant son possible pour s'assurer que le public comprenne ce qu'ils font, comment ils le font et pourquoi ils le font ainsi. » Les juges, croit-il, ne peuvent se permettre de laisser principalement aux médias de façonner l'instruction du public au sujet de leur travail; ils devraient disposer de leur propre programme d'information publique en utilisant des moyens qui ne font pas appel aux médias[12].

Le rôle d'information publique des juges a été appuyé à maintes reprises dans les pages de *Judicature,* publié par l'American Judicature Society.

> Frances Kahn Zemans, vice-présidente exécutive de l'AJJS : [TRADUCTION] « Les juges dépendent absolument du fait que le public leur confère une légitimité en tant que décideurs institutionnels. Et si le public la retire, le système judiciaire sera en grande difficulté. Si les juges prennent vraiment au sérieux le principe de la primauté du droit et de l'indépendance de la magistrature, ils ont l'obligation de transmettre ces concepts importants au public. S'ils ne le font pas, personne ne le fera pour eux... »[13].
>
> Kevin M. Esterling, assistant à la recherche auprès de l'AJS : [TRADUCTION] « ... contrairement à l'opinion traditionnelle de l'indépendance judiciaire, la société contemporaine estime que la capacité des tribunaux d'agir en tant que décideurs *indépendants* est fonction de leur *participation* au sein des collectivités locales, au moyen de diverses mesures d'information publique... »

> Selon l'opinion traditionnelle, la légitimité institutionnelle est le fruit de l'équité, de l'indépendance et du respect du processus... mais cette opinion fait abstraction de la vulnérabilité des tribunaux au sensationnalisme des médias, aux attaques politiques et aux attaques visant le fond des décisions; tous ces facteurs peuvent indisposer la population à l'égard des décisions judiciaires »[14].

D'ailleurs, nos *Principes de déontologie judiciaire* encouragent les juges canadiens à défendre l'indépendance de la magistrature :

> « Ni l'intérêt de la magistrature, ni l'intérêt du public ne seront servis si les juges se trouvent indûment isolés de la communauté qu'ils servent... les juges doivent, de manière compatible avec leur rôle spécial, demeurer près du public »[15].

> « Le public risque de se faire une fausse idée de l'indépendance judiciaire si les médias laissent croire que ce principe interdit toute remise en question des actes des juges et tout débat public à leur sujet. Les juges devraient donc, chaque fois que cela leur est possible, aider le public à comprendre l'importance fondamentale de l'indépendance de la magistrature. Il y va de l'intérêt de chaque citoyen.[16]»

> « En raison de leur situation privilégiée, les juges ont souvent la possibilité de contribuer d'une façon ou d'une autre à l'administration de la justice. Dans la mesure où le temps le leur permet, et sous réserve des restrictions qui leur sont imposées par leur charge, les juges peuvent s'impliquer dans l'administration de la justice – par exemple en prenant part à des programmes d'éducation permanente à l'intention des avocats et des juges, et en participant à des activités destinées à mieux faire comprendre le droit et la procédure judiciaire au grand public.[17] »

De même, le *Model Code of Judicial Conduct* de l'American Bar Association, ainsi que les dispositions de la plupart des états américains permettent aux juges d'enseigner, d'écrire et de s'exprimer sur le droit, la profession juridique et l'administration de la justice. Le Committee on Codes of Conduct de la U.S. Judicial Conference conseille les juges ainsi :

> [TRADUCTION] « De telles activités procurent un enrichissement intellectuel aux juges, constituent une source importante d'améliorations pour le système judiciaire et sont tout à fait compatibles avec la perception publique du rôle qu'il convient aux juges de jouer dans notre société »[18].

Le regretté juge John Sopinka ne croyait pas qu'un code de conduite pouvait conseiller convenablement les juges concernant les limites de leurs déclarations publiques. Mais il était un ardent défenseur de la liberté d'expression judiciaire, et a prononcé sur le sujet des discours majeurs : « Must a Judge be a Monk » en 1989 et « Must a Judge be a Monk – Revisited » en 1995. Dans ce dernier discours, il déclarait ce qui suit :

> [TRADUCTION] « Selon moi, il est important pour l'image de l'institution judiciaire d'accepter des invitations à prononcer des discours. La *Charte* nous confie la tâche de rendre des jugements qui auparavant étaient l'apanage exclusif des représentants élus. Ces décisions étaient prises après la tenue de débats au parlement ou à l'assemblée législative. Nous ne pouvons dorénavant nous attendre à ce que le public respecte des décisions prises dans le cadre d'un processus enveloppé de mystère, par des personnes qui se sont retirées de la société. Le public exige d'en savoir davantage sur le fonctionnement des tribunaux et sur leurs juges »[19].

Dans son discours de clôture de la conférence annuelle de l'ABC, tenue en 1998 à St. John's, Rex Murphy, commentateur de la SRC, a soutenu que la magistrature devrait se tenir à l'écart de l'avalanche habituelle de critiques déferlant dans tous les autres secteurs de la société. Il a déploré les attaques partisanes et cyniques à l'endroit de la magistrature. Mais, a-t-il prévenu, si les juges et les avocats veulent se défendre, il leur faut reconnaître que :

> [TRADUCTION] « ... la machine publicitaire des communications au XX^{e} siècle n'est pas un pont que l'on peut franchir une fois pour ensuite rebrousser chemin et prétendre que rien ne s'est passé. Si les organismes judiciaires du pays décident qu'ils vont eux aussi prendre part au tumulte des discussions publiques et des opinions tranchées qui ont cours dans tous les autres secteurs de la société, il leur faut se rappeler que la décision d'y prendre part est fondamentale et irrévocable »[20].

Si les juges veulent s'exprimer publiquement, ils doivent le faire d'une manière conforme à leur rôle judiciaire et avec l'autorité voulue.

4. Une approche à trois volets

Le Conseil recommande que les tribunaux considèrent trois éléments constitutifs de leurs plans d'information publique :

- des initiatives éducatives à tous les échelons du système d'éducation.
- des initiatives publiques – prendre la parole devant des auditoires représentatifs de leurs collectivités.
- joindre les auditoires publics par l'intermédiaire des médias et offrir un forum de discussions constructives avec les médias au sujet des reportages sur les questions judiciaires.

i) Initiatives éducatives

Une approche efficace à l'égard de la compréhension, par le public, du rôle des juges et du fonctionnement du système judiciaire doit commencer par l'éducation, et doit reconnaître que les enjeux seront de longue durée.

Tel que rapporté à l'annexe B, le *1996 Systems of Civil Justice Task Force Report* signale que « les organismes communautaires considéraient que leur niveau personnel d'information au sujet du système de justice civile était 'faible' ». En réponse à la recommandation numéro 26 du rapport, l'Association du Barreau canadien a fait des démarches auprès des ministères de l'éducation pour promouvoir l'enseignement, dans les écoles publiques, des techniques de règlement des conflits et du fonctionnement du système de justice civile. »

L'annexe B rend compte de la situation de cette initiative continue de l'ABC. Elle résume la constatation selon laquelle peu de cours sur le système judiciaire sont offerts dans les écoles publiques du Canada, et la proposition de l'ABC d'élaborer des méthodes d'apprentissage et des modules d'enseignement à l'intention des élèves de la maternelle à la 12e année. L'ABC a récemment reçu une subvention du Fonds pour le droit de demain en vue de poursuivre un projet en plusieurs volets dans le cadre duquel des modules seraient produits et distribués avant avril 2000. L'ABC signale qu'en raison de l'évolution des méthodes d'enseignement, il est nécessaire de coordonner les efforts à la grandeur du Canada, soit dans 13 administrations. Enfin, l'inclusion de ce sujet à titre prioritaire au programme requiert l'adhésion de nombreux groupes, allant des fonctionnaires des ministères provinciaux de l'éducation jusqu'aux enseignants.

Un autre résultat du *Civil Justice Task Force Report* a été la création, en 1998, du Forum canadien sur la réforme de la justice civile, une initiative conjointe de l'ABC et de la Faculté de droit de l'Université de l'Alberta. Le Forum a pour but de faciliter l'échange de renseignements et d'expériences sur la réforme de la justice civile en vue d'aider la magistrature, les tribunaux, les gouvernements et d'autres parties intéressées. Le Forum a obtenu récemment une aide financière de premier niveau en vue de la

réalisation d'une étude multipartite sur les éléments nécessaires à l'amélioration de la relation entre les tribunaux et le public. Cet organisme prépare un certain nombre d'autres propositions relatives à la réforme de la justice civile.

La *Law Courts Education Society* de la Colombie-Britannique constitue un exemple exceptionnel de divers partenaires unissant leurs efforts pour traiter de l'éducation publique sur la justice et le droit. L'annexe C résume de quelle façon le gouvernement provincial, les juges, le personnel des tribunaux, le Barreau de la province, les enseignants et les collectivités collaborent en vue d'introduire toute une gamme d'activités : observation en cour, orientation, séances d'éducation menées par des membres du système judiciaire, procès fictifs, ateliers transculturels, sujets d'étude, formation des enseignants et autres initiatives pertinentes.

En Nouvelle-Écosse, un comité d'éducation sur les tribunaux composé de représentants de tous les tribunaux et du barreau ainsi que de la *Public Legal Education Society* de la Nouvelle-Écosse, a entrepris une série de projets, dont un projet pilote d'exposés présentés par des avocats et des juges dans les écoles de niveau secondaire. Le Comité prépare actuellement 13 scénarios sur le système de justice pénale, lesquels seront diffusés à la télévision par câble et, par l'entremise du câble, dans les salles de classe. Le comité d'éducation sur les tribunaux a appuyé l'introduction en 1998 d'un cours de 12 semaines sur « Les médias et le droit », à l'intention des étudiants de l'école de journalisme du King's College; il sera offert à nouveau en l'an 2000, à titre de cours comportant des crédits.

Au Manitoba, le ministère de la Justice, de concert avec l'Association d'éducation juridique communautaire du Manitoba, le ministère fédéral de la Justice et les écoles de Winnipeg, a produit une « trousse des enseignants de deuxième cycle » sur les éléments de base du système judiciaire, destinée aux élèves des 5e, 6e, et 7e année.

Au Manitoba et en Nouvelle-Écosse, et probablement dans d'autres provinces, des classes ont été invitées à assister à des procès.

Le ministère fédéral de la Justice a publié une brochure de dix pages intitulée *Le système des tribunaux au Canada* ainsi qu'une brochure de 38 pages intitulée *Le système de justice au Canada,* toutes deux destinées aux élèves. Toutefois, le Ministère s'éloigne progressivement des activités directes d'éducation générale en faveur de l'octroi de fonds de base à des organismes provinciaux d'éducation juridique ainsi que de fonds ciblant des projets locaux précis. Ses principales activités d'information consistent à soutenir des activités gouvernementales reliées à des questions judiciaires d'actualité. Sa « stratégie pour le renouvellement de la justice pour la jeunesse »

comporte des mesures destinées à renseigner le public sur la criminalité juvénile ainsi que sur les jeunes et le système judiciaire, à mobiliser des experts de la collectivité en vue d'offrir des programmes d'information publique ainsi que d'élaborer des mécanismes permettant au public de participer à l'administration du système lui-même à l'échelon local. Sa « Stratégie nationale sur la sécurité communautaire et la prévention du crime » comporte aussi un volet d'information publique. Son « Programme de mobilisation communautaire » vise à créer des partenariats à l'échelon communautaire ainsi qu'à sensibiliser le public à la prévention de la criminalité. La stratégie comporte en outre la création d'un Centre national de référence qui, notamment, soutiendra l'échange d'informations à l'échelon communautaire et établira un réseau de spécialistes et de chefs de file de la collectivité dans divers domaines pour parler publiquement de la criminalité et de sa prévention locale.

Les membres du Conseil font état d'expériences personnelles fructueuses à la suite d'initiatives prises à l'échelon post-secondaire. Les membres du Barreau du Manitoba et les juges de la Cour du Banc de la Reine de cette province font régulièrement des exposés dans les écoles publiques et secondaires, ainsi que devant les étudiants en journalisme et les auditeurs de cours dans le domaine du droit et des méthodes alternatives de règlement des conflits dans les établissements de niveau post-secondaire. Au Québec, de vraies causes sont instruites devant des étudiants à l'Université McGill, l'Université Laval et l'Université de Montréal. Des séances d'une journée portent sur les causes de nature pénale, matrimoniale, commerciale ou administrative. Les étudiants reçoivent à l'avance des résumés impartiaux des faits. Dans chaque cause, l'affaire est prise en délibéré et copie du jugement motivé remis ultérieurement aux étudiants.

Environ une douzaine de facultés de science politique donnent des cours sur le système judiciaire, et le professeur Peter Russell s'est offert à recruter des universitaires disposés à aider à organiser des occasions d'échanges entre élèves et juges.

Le Conseil croit qu'il serait utile d'étudier la possibilité de prendre des initiatives à l'échelon post-secondaire. Il a envoyé des lettres aux facultés de droit, de journalisme et de science politique de diverses universités pour obtenir des renseignements concernant les cours offerts sur le rôle des tribunaux et celui des juges au sein du système judiciaire.

ii) Initiatives publiques

Selon l'enquête du Comité spécial, les membres du Conseil et les membres des tribunaux prononcent un nombre considérable de discours publics, privilégiant les associations d'avocats, les facultés de droit et les groupes

impliqués de près dans le fonctionnement du système judiciaire. Ils s'adressent bien moins souvent à des groupes plus largement représentatifs, comme les chambres de commerce, les clubs de services sociaux et d'autres groupes communautaires.

Bien souvent, les juges eux-mêmes seront les meilleurs messagers, et les groupes qu'ils désirent atteindre, soit directement soit par l'entremise des médias, préfèrent peut-être se faire parler directement par les juges.

A l'heure actuelle, de nombreux juges ayant de bonnes qualités de communicateurs hésitent à s'adresser au public ou aux médias. Ils devraient y être encouragés lorsque cela serait avantageux au plan de l'éducation publique et lorsqu'ils ne courraient que peu de risques de se voir impliqués dans un débat politique.

Selon certains, les clubs de services sociaux, de même qu'un certain nombre d'associations communautaires, voire des groupes de pression seraient des auditoires appropriés et seraient facilement disponibles. Il en serait de même de groupes connexes comme les corps de police, le personnel correctionnel et les administrateurs de justice.

Les juges en chef et les membres de leurs tribunaux pourraient collaborer avec des organismes de grande ou de petite taille en vue de trouver et d'organiser des tribunes auxquelles pourraient participer les juges en tant que conférenciers, experts ou personnes-ressources. Pour plus d'efficacité, des liens pourraient être établis avec divers organismes, tels les associations de barreaux provinciaux, la Conférence canadienne des juges et l'Association canadienne des juges des cours provinciales. La « journée du droit » annuelle ainsi que d'autres initiatives de l'ABC offrent aussi des possibilités de collaboration pour trouver des occasions favorables de prendre la parole en public. Une approche progressive s'impose.

Messages

Les juges sont invités à considérer une vaste gamme de sujets à traiter dans le cadre de leurs initiatives publiques, médiatiques ou éducatives, dont les suivants :

- Les éléments fondamentaux de la démocratie, et la séparation des pouvoirs
- L'indépendance judiciaire, garantie d'une justice impartiale
- La vie et le travail d'un juge – les défis, les exigences de la recherche et de la rédaction des jugements

- Le processus de nomination des juges, y compris les recommandations des comités, etc.
- Le profil des juges – qualités typiques requises; âge, répartition entre hommes et femmes
- Les aspects de l'indépendance judiciaire – la décision *Valente*
- L'obligation de rendre compte; les principes de déontologie
- L'organisation et la compétence des tribunaux
- La présomption d'innocence; l'admissibilité des preuves en droit criminel
- Les principes applicables au prononcé de la sentence, du cautionnement et de la libération conditionnelle
- La réforme de la justice civile; l'accès aux tribunaux; les délais et les coûts
- La comparaison entre les systèmes canadien et américain
- Le rôle international des juges canadiens
- Le rôle des juges vis-à-vis de la *Charte*

Un grand nombre de ces sujets sont traités de manière approfondie dans le *Compendium* de la Colombie-Britannique, disponible via Internet à l'adresse : *http://www.courts.gov.bc.ca/legalcompendium*. Le Conseil est en mesure d'aider les juges en repérant et en révisant les discours prononcés sur ces sujets, ainsi qu'en fournissant des extraits à titre de modèles, selon les indications de l'annexe A. Ces documents peuvent également être consultés électroniquement sous forme de fichiers, par l'entremise de Judicom ou d'autres services.

Certains tribunaux voudront discuter et convenir de la façon de traiter de sujets délicats. Ainsi, le juge en chef Lamer et d'autres ont invité les juges à discuter publiquement des décisions liées à la *Charte*. Le juge en chef Lamer estime naturel et souhaitable d'avoir un débat public animé sur le rôle des tribunaux et que la critique des décisions controversées rendues en vertu de la *Charte* constitue un élément utile et sain pour notre démocratie[21].

La *Charte* est un sujet important et incontournable, mais pas nécessairement en termes d' « activisme judiciaire ». [TRADUCTION] « L'activisme judiciaire n'a désormais plus de sens clair – il tend à désigner ce qui déplaît au commentateur »[22]. L'objectif principal consiste à expliquer et à illustrer en termes compréhensibles, ce que signifie l'interprétation de la loi. Il en existe de nombreux modèles éloquents, dont l'annexe A présente des exemples.

Le Conseil canadien de la magistrature a explicitement donné son appui à l'opinion générale selon laquelle les juges ne devraient pas « commenter » leurs jugements. Dans un communiqué de presse diffusé après sa réunion annuelle du 18 septembre 1998, tenue à Yellowknife, le Conseil a déclaré

que la magistrature pouvait répondre en cas d'attaques personnelles ou injustes contre des juges ou en cas de reportages comportant de graves erreurs. Mais, a-t-il ajouté :

> « En matière de décisions rendues par les tribunaux, le Conseil est d'avis que les jugements parlent eux-mêmes. Le principe de l'indépendance judiciaire et la perception de l'impartialité des juges sont habituellement mieux servis lorsque ces derniers s'abstiennent de tout commentaire concernant leurs jugements.[23] »

Le juge en chef de l'Australie du Sud, John Doyle, dans son essai intitulé *The Well-Tuned Cymbal,* énonce bien les motifs de cette position. Il déclare que l'on s'entend partout pour dire qu'il ne convient pas qu'un juge discute publiquement d'une affaire qu'il instruit ou d'un jugement qu'il a rendu.

> [TRADUCTION] « Une affaire doit être jugée et tranchée en fonction des faits et des arguments présentés au tribunal. En discuter publiquement, c'est commencer à introduire des non plaideurs dans le processus. C'est également une source de confusion, car cela tend à miner les motifs du jugement en tant que seul fondement de la solution du litige. Et il y a aussi le problème qu'en discutant d'une affaire, un juge court le risque d'être amené à considérer des questions ou des aspects de l'affaire qui sont étrangers au processus décisionnel judiciaire. Le processus d'appel est là pour rectifier toute erreur et ne devrait pas être remplacé par un débat public impliquant le juge du procès. [24]»

D'aucuns nuanceraient cette approche absolue dans des circonstances spéciales. Stephen Bindman fait valoir qu'un juge pourrait expliquer ou clarifier -mais non défendre- une décision lors d'une entrevue non officielle s'il s'est établie une relation de confiance avec le journaliste et que tous deux se sont entendus sur les règles de base régissant l'entretien[25].

D'après le juge Sopinka, les pressions qu'exerce le public pour que les juges s'expriment publiquement se concentrent sur deux secteurs : leur travail, surtout dans les causes qui suscitent l'attention publique, et puis les questions de nature sociale ou politique à l'égard desquelles les tribunaux ont une compétence particulière. Il déclare ce qui suit :

> [TRADUCTION] « Un juge peut et doit parler du travail du tribunal. Il est absolument essentiel de démystifier le fonctionnement de ce dernier. Sans cela, comment le public peut-il avoir confiance en lui?... Cela s'applique à des choses telles que la façon dont le juge fait son travail, la manière dont le tribunal fonctionne, la charge de travail, etc. Pour ce qui est des discussions relatives aux causes devant le tribunal,

> il est important de faire une nette distinction entre les causes en suspens et celles qui ont été décidées. La common law concernant le jugement anticipé requiert qu'un juge s'abstienne de discuter des points en litige dans une cause pendante. Toutefois, après qu'une affaire a été tranchée, je ne suis pas en faveur d'une règle absolue interdisant au juge d'expliquer sa décision au public si de ne pas le faire serait source de confusion ou de méprise. La mesure dans laquelle cela doit se faire est laissée à la discrétion et au bon sens de chacun. Bien sûr, il faudrait encourager les discussions sur l'interprétation de la loi et les moyens de l'améliorer.[26] »

En ce qui a trait aux questions de nature sociale et politique, le juge Sopinka déclare ce qui suit :

> [TRADUCTION] « Ce domaine est entre tous le plus difficile et délicat. A l'évidence, s'il est probable que la question soit soumise au tribunal... il est tabou d'en discuter publiquement. Il y a toutefois des circonstances où un juge peut légitimement commenter certains sujets, même s'ils sont de nature politique, comme les questions relatives à l'administration de la justice, à la réforme du système judiciaire, à l'allocation de fonds en vue d'améliorer le système, etc. L'importance de préserver l'indépendance du pouvoir judiciaire par rapport aux pouvoirs exécutif et législatif oblige à intervenir avec prudence pour critiquer les politiques du gouvernement. Cependant, même en pareil cas, la situation n'est pas claire... la confiance du public envers l'impartialité des juges ne devrait pas et ne saurait être fondée sur une présomption naïve selon laquelle les juges, lorsqu'ils sont nommés, renoncent à leurs croyances politiques et cessent de s'intéresser à la chose publique, surtout en cette époque régie par la *Charte,* ou la distinction entre les questions « politiques » et « juridiques » devient, dans la meilleure des hypothèses, assez floue. La confiance du public envers l'impartialité des juges doit plutôt reposer sur l'assurance que ces derniers sont et seront capables de faire abstraction de leurs opinions politiques personnelles lorsque celles-ci menaceront leur impartialité, ou, le cas échéant, de se récuser.[27] »

Dans le même ordre d'idées, les *Principes de déontologie judiciaire* indiquent ce qui suit :

> « ... Nonobstant le devoir général de retenue, il y a des cas où un juge peut exprimer publiquement son avis sur un sujet politique controversé; il s'agit des cas où le sujet du débat concerne directement le fonctionnement des tribunaux, l'indépendance des tribunaux - ce qui s'entend également des débats sur les traitements

> et avantages sociaux des juges -, les aspects fondamentaux de l'administration de la justice, ou l'intégrité personnelle du juge[28]. »

Le juge Michael Kirby déclare ce qui suit dans l'*Australian Law Journal :*

> [TRADUCTION] « Il semble dorénavant obligatoire pour les juges en chef et autres juges seniors de répondre, pour le compte de la cour, aux attaques lancées contre les tribunaux, leurs jugements, leur personnel ou l'administration de la justice elle-même.[29] »

Les exemples que citent les *Principes de déontologie judiciaire* sont des situations dont les juges en chef devraient traiter à des tribunes publiques choisies ou lors d'interventions médiatiques soigneusement préparées. Ainsi, il est clairement loisible à un juge en chef de défendre un juge à la suite d'une attaque personnelle injuste. L'annexe D traite du sujet.

Même dans ces circonstances, il ne conviendrait pas de répondre à une critique personnelle des juges d'une manière qui laisserait entendre que leurs jugements sont à l'abri de toute critique, que les juges ne peuvent commettre d'erreurs ou que la critique, en soi, équivaut à « taper sur le juge ».

Internet

Au Canada, 50 p. 100 des foyers sont maintenant branchés à l'Internet. Au fur et à mesure que les tribunaux établiront des sites Web, les possibilités d'utiliser ces derniers pour transmettre des informations aux gens de tous âges augmenteront.

Il s'agit d'une priorité parmi d'autres que les tribunaux devront évaluer lorsqu'ils créeront leurs propres sites Web.

Judicom semblerait être un moyen idéal pour que les juges s'échangent leurs expériences au sujet de leurs initiatives de communication, comme des extraits de discours, les meilleures pratiques, etc.

iii) Initiatives médiatiques

[TRADUCTION] « Si nous ne les aidons pas, comment pouvons-nous critiquer les journalistes qui se trompent dans leurs reportages? »

Ces paroles sont du juge Claire L'Heureux-Dubé, citées avec approbation par Pierre Michaud, alors juge en chef adjoint, dans un discours prononcé devant la Lord Reading Law Society[30]. Le juge Michaud souscrivait à la fois au

concept d'un agent des médias rattaché à un tribunal et à celui de la responsabilité de chaque juge de collaborer avec les médias :

> [TRADUCTION] « Ces derniers mois, j'ai donné plusieurs entrevues à des journalistes sur un certain nombre de sujets. Je leur ai fait savoir que je fournirais tous les renseignements dont ils avaient besoin pour exécuter leur travail d'information du grand public. Je retourne tous leurs appels et je demande aux juges d'en faire de même. Il est possible que nous ne puissions faire de commentaires mais, au moins, nous devrions leur faire la courtoisie de dire pourquoi nous ne pouvons pas faire de commentaires.[31] »

Joey Thompson, chroniqueure juridique et éditorialiste en chef du Vancouver Province, pose la question suivante :

> [TRADUCTION] « Vers qui les journalistes se tournent-ils lorsqu'ils se posent une question juridique ou qu'ils ont besoin d'éclaircissements au sujet d'un jugement ou d'une cause? En général, les avocats ne nous parlent pas. J'ai mes propres contacts, mais à qui s'adressent les autres journalistes, les nouveaux surtout? Je crois qu'une plus grande accessibilité, pour expliquer le système, pourrait compenser certains éléments négatifs.[32] »

Selon Mme Thompson, les questions de crédibilité et d'accessibilité du public sont directement liées. [TRADUCTION] « La raison pour laquelle vous n'avez pas de crédibilité c'est que vous n'êtes pas accessibles à vos clients et vous, -les juges en particulier- n'êtes pas accessibles au public.[33] »

Le juge Thomas Cromwell a fait remarquer que les tribunaux et les juges devraient soigner leurs relations avec les médias, et ce, pour plusieurs raisons : l'autorité des tribunaux dépend de la confiance du public. Dans la mesure où les médias façonnent les attitudes du public, ils sont un important facteur d'influence sur la force de cette confiance. Lorsque les tribunaux ont affaire aux médias, ils ont affaire à des gens qui ont le droit et l'intérêt légitime de rendre compte au public de la façon dont la loi fonctionne[34].

Malheureusement, rares sont les chroniqueurs et commentateurs judiciaires compétents et bien informés, et il n'y a aucun indice que les décideurs des médias aient l'intention de consacrer davantage de ressources à la couverture du système judiciaire. La plupart des journalistes travaillent sans formation ou expérience adéquates en droit et sans disposer de temps suffisant pour faire leurs recherches et préparer leurs articles.

Dans le cadre d'un plan de communication préparé pour le Conseil en novembre 1994, il avait été proposé d'inviter les grands de la presse à

consacrer des ressources à la formation professionnelle des journalistes juridiques et judiciaires. En réexaminant cette initiative deux ans et demi plus tard, David Ablett, à l'époque conseiller en communications, a constaté une absence d'intérêt pour des cours ou pour offrir des bourses d'études en rapport avec le journalisme des affaires judiciaires. Les gens qui occupaient d'importants postes rédactionnels et qui auraient pu se montrer favorables à cette idée s'étaient vu déplacés lors des changements de propriétaires chez Thompson et chez Southam. [TRADUCTION] « Il faudra cultiver de nouvelles relations. »[35]

Dans les circonstances, le Conseil voudra examiner un certain nombre de formules de collaboration avec les médias et d'assistance à ceux-ci tout en reconnaissant les limites du possible.

En dépit de ces obstacles, les tribunaux et les médias locaux devraient discuter de questions d'intérêt professionnel et disposer d'un forum où ils pourraient aborder leurs problèmes afin de mieux comprendre leurs rôles, leurs responsabilités et leurs limites respectives.

Agents de relations avec les médias

Le Conseil reconnaît d'ores et déjà l'utilité de pouvoir compter, au sein de chaque tribunal, sur les services d'un agent préposé aux relations avec les médias. Quelque 16 personnes remplissent plus ou moins cette fonction à travers le Canada.

Le moment paraît opportun d'examiner l'attention que portent les tribunaux aux relations avec les médias. Les rôles que jouent les agents des relations avec les médias varient considérablement d'un tribunal à l'autre et d'un niveau de juridiction à l'autre. Pour certains, les relations avec les médias sont une occupation à temps plein. D'autres estiment consacrer aussi peu que 5 p. 100 de leur temps aux relations avec les médias. Peu d'entre eux se donnent pour fonction d'expliquer les jugements ou de fournir des préavis ou des sommaires d'information sur des jugements à venir.

Compte tenu des restrictions financières et des autres priorités, il n'est peut-être ni possible ni souhaitable de changer ou d'améliorer les fonctions médiatiques des postes actuels, ou de renouveler les représentations auprès des administrations provinciales pour obtenir les fonds pour de nouveaux postes. En revanche, il ressort clairement de l'enquête du Comité spécial que certains tribunaux accordent beaucoup d'importance à leurs agents de relations avec les médias et, de ce fait, ces postes constituent des centres logiques de prise d'initiatives futures en matière d'information publique et auprès des médias.

Il y a peu de communications soutenues entre ces agents. Une réunion nationale leur permettrait d'échanger leurs expériences aux plans des relations avec les médias, des questions d'accès et d'autres sujets communs concernant leur rôle, ainsi que de discuter de la mise en œuvre des recommandations découlant de la présente initiative du Conseil. Dans une lettre adressée aux membres de ce dernier, le président du Comité spécial a sollicité leur appui afin de favoriser la participation des agents de relations avec les médias à la réunion annuelle de l'Association des administrateurs judiciaires du Canada, à commencer par celle de Saskatoon en novembre 1999.

Comités mixtes tribunaux-médias

Les comités mixtes tribunaux-médias offrent un moyen de traiter des irritants entre tribunaux et médias, de mener des consultations sur de nouvelles règles ou politiques affectant les médias, ou d'aider à s'assurer que les pratiques ne varient pas inutilement d'un tribunal à l'autre ou d'un juge à l'autre. Ces comités peuvent également servir de forum où discuter de questions soulevées par des reportages inexacts ou injustes. Sous l'aspect systémique, il est possible de discuter de questions telles que les façons dont les journalistes sont affectés aux affaires judiciaires, la façon dont les médias décident de ce qui fera la nouvelle, et la façon dont ils abordent les questions touchant la justice.

Des comités de ce genre existent aujourd'hui dans cinq juridictions d'appel et ils semblent fonctionner activement dans au moins deux d'entre elles. En Nouvelle-Écosse, le comité a facilité l'introduction de lignes directrices relatives aux médias, la mise en place expérimentale de caméras à la Cour d'appel ainsi que la poursuite d'un dialogue permanent sur les questions d'accès des médias. Cette formule s'est avérée particulièrement utile pour les consultations portant sur des changements de politique concernant l'accès, ainsi que pour discuter des pommes de discorde entre médias et tribunaux. Le Comité de l'Alberta a modifié les procédures d'accès aux jugements et aux pièces déposées aux dossiers, et a facilité la tenue de réunions régulières avec des représentants de la direction des médias.

Formation en relations avec les médias

La formation en relations avec les médias est utile pour les juges qui s'adressent aux journalistes, qu'il s'agisse de juges en chef ou de membres désignés de la cour. Cette formation professionnelle aide les juges à se préparer à toute espèce de rencontres avec les médias, à anticiper les questions difficiles et à transmettre le message souhaité dans une situation donnée. Un grand nombre de ces leçons s'appliquent aussi à la préparation de discours et aux périodes de questions.

Depuis juin 1995, le Conseil a organisé quatre séances de formation en relations avec les médias pour environ la moitié des membres actuels du Conseil. Des séances supplémentaires pourraient être organisées en vue d'assurer la formation d'autres membres du Conseil qui auraient l'intention de faire régulièrement affaires avec les médias.

Entrevues et chefs de rédaction :

Dans *Judicature,* Kevin Esterling, assistant à la recherche auprès de l'AJS, fait valoir qu'il y a parfois des circonstances dans lesquelles les juges doivent accorder des entretiens aux médias. [TRADUCTION] « L'isolement judiciaire peut avoir une incidence négative, même sur le journaliste le plus responsable qui soit.[38] »

Les juges en chef signalent que les membres de leurs cours et eux-mêmes acceptent parfois des demandes d'entrevue, mais il semble que les occasions soient rares, et que ce soient toujours les médias qui en prennent l'initiative. Il n'existe aucune preuve que les entrevues aient lieu à la demande des juges sur des sujets de leur choix en vue de promouvoir des objectifs prédéterminés.

Pour le juge qui envisage de donner une entrevue, la confiance est souvent l'élément clé. Un plan d'information publique peut apporter la confiance voulue pour procéder – l'autorité en premier lieu, la discipline au plan du contenu et des messages et enfin des conseils sur les règles du jeu.

La mise au point auprès du public

La plupart des tribunaux s'efforcent d'une façon ou d'une autre de rectifier les graves erreurs de fait commises par les médias. Certains ont également élaboré des politiques et des procédures permettant de répliquer rapidement aux critiques injustes à l'endroit des juges. L'annexe D présente une synthèse de leurs expériences, et recommande quand et comment répliquer et quand ne pas répliquer.

Dans le cadre d'un plan d'information publique exhaustif, les tribunaux pourraient dresser un relevé des contacts appropriés et établir des réseaux de collaboration informelle en vue de gérer des situations problèmes. Les professeurs de droit, les enseignants et les avocats peuvent être bien placés pour fournir des faits, du contexte et des explications dans des situations où il est difficile pour les juges de faire affaire avec les médias, ou lorsque le point de vue d'une tierce partie peut s'avérer utile.

Approches systémiques

Depuis quelque temps, la Fondation pour le journalisme canadien (FJC) dispose d'un comité consultatif sur les conflits et la justice, lequel dispense des conseils stratégiques et des suggestions précises au sujet d'initiatives liées à la justice. Récemment, en Ontario, un groupe de travail mixte (tribunaux-Barreau-médias) a parrainé une enquête menée auprès du milieu judiciaire, du secteur public, du milieu juridique et des médias d'information, à propos des reportages et des communications publiques concernant le système judiciaire. Les recommandations découlant de cette enquête, et qui sont actuellement sous étude, comportent l'établissement d'une école itinérante sur les questions relatives à la justice et aux médias, à l'intention des journalistes, des avocats, des juges et des membres du gouvernement, l'élaboration d'autres informations éducatives, des initiatives d'accès aux médias, ainsi que la création de tribunes ou de mécanismes permettant aux tribunaux, au Barreau et aux médias de discuter et de régler leurs différends[37].

La Fondation fait valoir qu'elle offre deux ingrédients essentiels au succès d'une relation entre des institutions telles que l'appareil judiciaire et les médias : un parrainage neutre et le leadership d'intervenants importants, comme des éditeurs, des producteurs de télévision et d'éminents universitaires, qui siègent à son conseil d'administration.

Les critiques de la Fondation disent que peu de journalistes actifs y participent, que peu de choses ont été accomplies au fil des ans, et qu'en ce qui concerne les questions de justice, ce sont les tribunaux, en fin de compte, qui se voient chargés d'accomplir le travail. Quoiqu'il en soit, la fondation ne dispose d'aucune source permanente de financement, et on peut s'attendre à ce que le Conseil reçoive une demande d'aide financière pour toute initiative conjointe. Le Comité spécial surveillera l'évolution de la FJC.

Dans les premières années d'existence de la *Charte*, l'Association du Barreau canadien a parrainé une initiative nationale d'éducation des médias sur les questions relatives à la C*harte*. Le Comité spécial examinera s'il convient de poursuivre avec l'ABC une initiative complémentaire.

Par le passé, les juges se fiaient au Barreau et aux gouvernements pour qu'ils se portent à leur défense lorsqu'ils étaient injustement critiqués. Bien que l'ABC ne s'attribue aucun rôle officiel à cet égard, Barry Gorlick, ex-président de l'ABC a entrepris un vigoureux programme d'allocutions à la défense des juges, lancé un document intitulé *Bar Leaders Guide to Judicial Independence,* qui comporte divers sujets de discussion, des notes

d'allocution et des références, et a écrit aux médias au sujet de l'importance de l'indépendance judiciaire.

Le Forum ABC-juges canadiens a produit une trousse éducative conçue surtout pour les étudiants de 2e cycle du niveau secondaire. Coproduite par les juges Gerald Seniuk et David Arnot, la trousse comporte quatre films vidéo – le plus important est intitulé *Judicial Independance : What It Means To You* – des articles d'universitaires, des jugements, deux guides de référence, un discours type d'introduction, un guide du présentateur, ainsi qu'un plan de leçons à l'intention des enseignants.

5. Une stratégie nationale d'application locale

Les membres du Conseil et de leurs tribunaux doivent, bien sûr, évaluer le temps et les ressources qu'ils peuvent consacrer aux communications par rapport à leurs autres engagements et priorités. Et comme l'indique le présent document, il y a une limite pratique à l'amélioration de ce que les juges peuvent accomplir seuls, voire en partenariat avec d'autres, pour ce qui est de sensibiliser davantage le grand public et les médias.

Cependant, les juges ont manifestement intérêt à prendre part à l'éducation publique au sujet des tribunaux. Enfin, les mesures prises doivent être conçues et mises en œuvre à l'échelon local, en réponse aux conditions, aux questions et aux occasions locales.

6. Recommandations

Le Conseil a approuvé les recommandations suivantes du Comité spécial :

1. *Que le Conseil encourage les tribunaux, individuellement ou par région, à élaborer et mettre en marche des régimes d'information publique locaux compatibles avec la norme nationale et taillés sur mesure selon les besoins et les particularités de chaque communauté.*

2. *Que le Conseil appuie l'implantation, dans tous les tribunaux, de comités mixtes, tribunaux-médias, ainsi que l'adoption par les tribunaux d'attitudes plus actives dans leurs relations avec les médias.*

3. *Que chaque tribunal adopte des méthodes de mise au point, le cas échéant, auprès du public selon celles proposées à l'annexe D.*

4. *Que le Comité spécial de l'information publique soutienne constamment la mise en œuvre des décisions du Conseil, et que ce dernier maintienne à son bureau l'inventaire des informations et outils susceptibles d'aider les tribunaux et les juges.*

1. Chronique dans le *Globe and Mail*, 1er juin 1999.

2. *A Compendium of Law and Judges*, préface du juge en chef McEachern, p. 1-2, disponible sur Internet (http://www.courts.gov.bc.ca/LegalCompendium)

3. « The Public's Esteem for Selected Professions », communiqué de presse, 10 novembre 1998.

4. Entrevue, 7 mai 1999.

5. Joseph Fletcher et Paul Howe, conférence de l'IRPP, 17 avril 1999.

6. Entrevue, 21 avril 1999.

7. *Toronto Star*, 24 janvier 1999.

8. *Law Journal*, Université du Nouveau-Brunswick, vol. 45, 1996, p. 60.

9. Entrevue, 21 avril 1999.

10. Allocution de Kim Campbell, ministre de la Justice et Procureur général du Canada, lors d'un Séminaire conjoint des tribunaux sur les questions hommes-femmes et le système judiciaire, 19 octobre 1991, p. 14.

11. Entrevue, 7 mai 1999.

12. Essai *The Well-Tuned Cymbal*, source et date non disponibles.

13. *Judicature*, American Judicature Society, vol. 80, numéro 2, sept.-oct. 1996, p. 62-63.

14. *Judicature*, vol 82, numéro 3, nov.-déc.. 1998 p. 113.

15. *Principes de déontologie judiciaire*, Conseil canadien de la magistrature, novembre 1998, p. 15.

16. *Principes de déontologie*, p. 11.

17. *Principes de déontologie*, p. 22.

18. *Judicature*, Vol. 80, numéro 2, sept.-oct. 1996, p. 56.

19. « Must a Judge be a Monk - Revisited », discours prononcé devant l'Association canadienne des juges de cours provinciales, Moncton (N.-B.), 14 septembre 1995, p. 3.

20. "Larry King and the Legal Profession," discours prononcé par Rex Murphy à la conférence annuelle de l'ABC, St-John's, 26 août 1998, p. 12-13.

21. Discours prononcé devant l'association du Barreau canadien, St.-John's, 23 août 1998, p. 4

22. Entrevue, 21 avril 1999.

23. *Communiqué de presse,* 21 septembre 1998.

24. *The Well-Tuned Cymbal,* p. 44

25. Entrevue, 6 août 1999.

26. « Must a Judge be a Monk », discours prononcé devant l'Association du Barreau canadien (Ontario), 3 mars 1989, p. 4-5.

27. *Ibid,* p. 5 - 6.

28. *Principes de déontologie,* p. 39.

29. « Attacks on Judges -- A Universal Phenomenon », Hon. Justice Michael Kirby, *Australian Law Journal*, vol 72, août 1998, p. 606.

30. « The Media and the Courts », allocution de l'hon. Pierre A. Michaud devant les membres de Lord Reading Law Society, Montréal, 6 octobre 1994, p. 11.

31. Ibid, p. 12.

32. Analyse dans *Bar Talk,* Association du Barreau canadien (Colombie-Britannique), vol. II, no. 4, août 1999, p. 21.

33. Ibid, p. 22.

34. « The Courts and the Media », exposé fait à l'occasion de la conférence de l'ACJCP, reproduit dans le Provincial Judges Journal, 1995, p. 22.

35. Note de service à Jeannie Thomas, Mars 1997.

36. *Judicature*, vol 82, numéro 3, nov.-déc. 1998, p. 115.

37. *Proposed Recommendations,* Bench-Bar-Media Communications Working Group, Fondation pour le journalisme canadien, mai 1999.

Annex A

SAMPLE SPEECH EXCERPTS

Pages

The Role of Judges vis-a-vis the *Charter*.....2-13

Judicial Independence.....14-24

THE ROLE OF JUDGES VIS-A-VIS THE *CHARTER*

The Evolving Role of the Supreme Court of Canada in Constitutional Cases

Rt. Hon. Antonio Lamer, Chief Justice of Canada, to the Rideau Club, Ottawa, February 23, 1998

pp. 2-3

The criticism that one often hears about courts these days, that the courts, rather than elected officials, are going too far, is not new. It is one that judges have simply had to get used to because of their constitutional role. One must remember that the relatively new constitutional role of Canadian courts is not one that the judges themselves sought out, requested, or lobbied for. I know that many of them are actually uncomfortable with it, but it is their sworn duty to uphold the Constitution and that is exactly what they do. What happened in 1982 is that elected officials from the federal government and most of the provinces decided that there should be further limits placed on their own legislative authority. They agreed, as part of the constitutional amendments that accompanied patriation of the Constitution in 1982, to enact a *Charter of Rights and Freedoms* that created a different kind of limit on themselves than previously existed under the 1867 Constitution. In addition to the subject matter limitations that have always existed and that I described a minute ago, they decided to limit their authority to enact laws that affected the rights and freedoms of Canadians. They asked the courts, quite specifically and, presumably, with their eyes wide open, to take on the role of telling them when they had unjustifiably intruded on those rights. They empowered courts to grant remedies when the rights of individuals or groups had been infringed and obliged them to strike down laws that offended the rights and freedoms recognized in the *Charter*.

*The Relationship of the Courts to the Legislative and the Executive Branches of Government in the post-*Charter *Era*

Hon. Madam Justice Beverley McLachlin to a conference of the Institute for Research on Public Policy, Ottawa, April 16, 1999

pp. 13-20

The debate we see every day on the editorial pages of our newspapers about the ambit of our rights and where lines should be drawn between conflicting rights and between the rights of the individual and the interest of the community, can only strengthen our society and our sense of being partners in this Canadian venture. It is the mark of a civil society, of a healthy mature democracy, that such things are debated in the newspapers and on the talk shows of our country, and not swept under the rug or, worse yet, fought out in back alleys and trenches.

The second general way the *Charter* has changed Canadian society -- and this brings me back what I am supposed to be talking about -- is that it has increased the profile of the judicial branch of government. Before we had a *Charter*, judges were marking boundaries between rights, changing the law to reflect settled and emergent conceptions of rights, and occasionally even striking down laws that violated fundamental rights. However, the *Charter*, by putting the people's rights up front and centre, has accelerated the process. It is easier to challenge a law for violation of a fundamental right when you have in your hand a document that specifically proclaims your entitlement to that right. Compared to the task faced by Emily Murphy and her cohorts, for example, it is easier to change a legal interpretation that produces inequality, like the traditional interpretations of the word "persons', when you possess a document that commits the government to equal treatment subject , of course, to such constraints as may be justified in a free and democratic society. Moreover, people's new awareness of their rights has led individuals and interest groups -- and they are to be found on both

sides of virtually every issue -- to come together and mobilize to protect their conception of a particular right. So the *Charter* has increased the challenges to laws on the basis of rights and thus incidentally increased the profile of the courts called upon to resolve these issues.

This brings us to the current debate over whether the formal realignment in powers that the *Charter* has brought about has left too much power in the hands of judges. Depending on how the commentator views the issue, it is put in different terms. Some common variants include: "Judges have used the *Charter* to effect a giant power-grab"; "Unelected judges are running the country"; and simply, "Judges are too activist".

The idea of an overt power grab is easily dismissed. There is no evidence that judges, individually or collectively, particularly wanted *Charter* or that once it arrived, that they decided to use it to entrench their power at the expense of Parliament and the elected legislatures.

Equally easily dismissed is the idea that unelected judges are running the country. True, judges are unelected, and I believe should remain unelected, having considered the conflicts of interest and related problems an elected judge system presents. But that does not mean that they cannot properly act as referees between conflicting rights and interests and interpreters of the *Constitution* and the law. Nor does it mean that they are running the country.

Anyone seriously putting forth such a charge must confront the existence of s. 1 of the *Charter*, which permits the legislatures to trench on guaranteed rights to the extent that such a course can be shown to be justified in a free and democratic society. Should s. 1 fail to confirm a law, s. 33 is also available to permit the elected representatives of the community to override the courts' assessment of what the rights of the individual require.

At this point the proponents of the theory that the judges are running the country shift to pragmatic arguments. It's too hard to

justify infringements under s. 1 or to use s. 33 to override judicial decisions, they argue. There is something in this. It is true that, as a practical matter, it is not easy for legislatures to say to the people, or even a small unpopular sub-group of the people, "Notwithstanding your rights, we are going to violate them". But that, I believe, is as it should be. Individual rights have substance and they should not lightly be cast aside. But the fact remains that, in some circumstances, Parliament and the legislatures can override judicial decisions on the *Charter* if the considered sentiments of the community makes it politically feasible to do so. We must therefore reject the arguments that the judges of Canada have used the *Charter* to effect a power grab and are running the country.

This leaves the charge of judicial activism. Judges, it is said, are too eager to overturn laws, too ready to strike statutes down, too apt to "rewrite" laws enacted by Parliament and the legislatures. I note at the outset that there is not much hard evidence that judges are inappropriately activist, whatever that may mean. A study that was

presented by Professor Monahan of Osgoode Hall Law School only today, based on considerable statistical analysis, concludes that the Supreme Court of Canada, far from being activist, as many have charged, is rather inclined to be judicially conservative and deferential to the elected arms of government.[8] The same study suggests that it is very hard to find instances of the Court "rewriting" laws. Given the absence of any contrary studies of similar depth, this should at least give the critics pause.

Beyond this, it seems to me that if we are to talk sensibly about judicial activism, we must define our terms. Judicial activism means almost as many things to its critics as did the parts of the elephant to the blind men in the old parable.

Some people equate judicial activism with any judicial decision that changes the law. The theory here is that it is the job of judges to

---

[8] Patrick J. Monahan, "1998 Constitutional Cases: An Analysis of the 1998 Constitutional Decisions of the Supreme Court of Canada", *Presentation to the Osgoode Hall Law School Professional Development Programme*, April 16, 1999.

apply the law as it is found to exist, never to change or update it. This theory betrays a misapprehension of what judges have always done under both the common law and the civil law of this country. The venerable tradition of developing the law through an accumulation of precedent lies at the heart of our legal system, and is the lifeblood of a socially responsive body of law. New circumstances are brought before the courts. Judges in applying the law, be it a previous case or a provision of the *Charter*, examine the law and the circumstances to see whether the old law should apply or whether it now seems unjust to do so. If a careful analysis reveals that the old law no longer reflects what is considered to be fair and appropriate, it is modified. This involves changing the law. But if changing the law is judicial activism, then judicial activism is neither new nor undesirable.

Ah, the critic says, but judicial activism is not merely changing the law, but changing the law too much. There is some truth in this. Radical changes of the law can be considered "activist" by definition. However, this does not get us any closer to the answer to the question of whether the *Charter* has made judges activist.

The Media and the Courts

Hon. Rosalie Silberman Abella, Justice of the Court of Appeal for Ontario, to the Canadian Club of Toronto/Empire Club of Canada/Canadian Journalism Foundation, Toronto, April 21, 1997

pp. 12-15

One of the labels which is least helpful and the most inappropriately inhibiting, is that the courts, with the *Charter*, are becoming "politicized". The courts are not becoming politicized. They are becoming nothing they have not always been: reviewers and interpreters of the rules to which society, through the legislature, has proclaimed itself subject. The *Charter* is the klieg light that exposed this judicial reality, it was not the instrument of a new judicial norm. The relationship between courts and legislatures in the interpretation of public values has not changed with the *Charter*, only the public's interest has. In the 19th century, for example, the British Prime Minister, Lord Salisbury, felt sufficiently moved to rebuke Lord Halsbury as follows for the House of Lords' routine declawing of social welfare and labour legislation: "The Judicial Salad, he said requires both legal oil and political vinegar, but disastrous effects will follow if due proportion is not observed."

But courts *preventing* rights like those in the era of Lord Halsbury, or in the pre-court-packing plan era of the American Supreme Court, were rarely dismissed as being politicized, even though they were no less activist than later courts which *expanded* them. If it is clearly appropriate for courts to deal with the

interpretation of rights, one wonders why they are deemed to be "politicized" only when they interpret them expansively.

There is no question that lines have to be drawn and care taken, but the sophisticated process of line-drawing does not lend itself to as easy an inquiry as whether a particular issue has a "political" component, since most constitutional issues do and always have had.

The reason legislatures give courts the power to enforce charters of rights is that while both courts and legislatures are entitled to enforce rights, only the courts have the institutional characteristic that best offers the possibility of responsiveness to minority concerns in the face of majoritarion pressures, namely, independence. Only courts have the independence from electoral judgment to risk controversy in enforcing rights. Controversy attracts attention. Attention attracts criticism, and the favourite criticism of courts in the enforcement of rights is the suggestion that they have become "politicized", when in fact all they have done is perform the interpretive duty assigned to them by the legislature.

And here we come to the role of public opinion. Society is horizontal and vertical, and it is practically impossible to know at which point a consensus emerges. Until we know who the public is and how it forms opinions, courts deciding cases are entitled scrupulously to regard public opinion as the responsibility of the legislature and generally as immaterial to judicial determination. In Edith Wharton's *The Age of Innocence,* the van der Luydens and Mrs. Manson Mingott were the custodians and interpreters of social norms in old New York. They were the self-appointed and accepted arbiters of what passed for public opinion at the time. Judges have no such omniscient oracles of prevailing social opinions. Nor should they.

Public opinion, in its splendid indeterminacy, is not evidence. It is a fluctuating, idiosyncratic behemoth, incapable of being cross-examined about the basis for its opinion, susceptible to wild mood swings, and reliably unreliable. Part of the task, in fact, may be to reach a conclusion *despite* the perceived, prevailing public opinions. When we speak of an independent judiciary, we are talking about a judiciary free from precisely this kind of influence. As Lillian Hellman once said: "I will not cut my conscience to fit this year's fashions".

Whatever evidentiary tool the legislatures use to gauge public acceptance, judges use a totally different measurement of relevance because the object of *their* task is totally different. In framing *its* opinions, the public is not expected to weigh all relevant information, or to be impartial, or to be right. The same cannot be said of judges.

But although judges are not accountable to the public in the same way as are elected officials, this does not mean that they are not accountable. While they may not be accountable to public *opinion*, they are nonetheless accountable to the public *interest* for independent decision-making based on discernable principles rooted in integrity. Performing the task properly may mean controversy and criticism. But better to court controversy than to court irrelevance, and better to court criticism than to court injustice.

JUDICIAL INDEPENDENCE

Remarks at the Opening Ceremony of the Commonwealth Magistrates' Conference

Rt. Hon. Brian Dickson, Chief Justice of Canada, September 18, 1988

pp. 4-5

I BELIEVE PROFOUNDLY THAT THE RULE OF LAW LIES AT THE HEART OF THE EFFECTIVE PROTECTION, BOTH DOMESTIC AND WORLDWIDE, OF HUMAN RIGHTS. THE MEANING OF THE RULE OF LAW IS VERY SIMPLE AND WELL-KNOWN TO US ALL. THE LAW MUST STAND SUPREME AS THE SOURCE AND FABRIC OF ALL SOCIAL ORGANIZATIONS. IT IS THE LAW WHICH PROVIDES THE FRAMEWORK FOR RELATIONS AMONG INDIVIDUALS AS WELL AS BETWEEN THE INDIVIDUAL AND THE STATE: THE LAW DELINEATES THE SCOPE OF EACH PERSON'S LIBERTIES AND RESPONSIBILITIES AND DEFINES THE POWERS AND DUTIES OF GOVERNMENT. ALL OBLIGATIONS IMPOSED ON THE INDIVIDUAL AND ALL RESTRICTIONS UPON HIS OR HER LIBERTY MUST BE JUSTIFIED BY LAW. THIS IS THE MOST FUNDAMENTAL GUARANTEE OF EQUALITY AND FREEDOM WE HAVE ACHIEVED AS A SOCIETY. THE RULE OF LAW ALLOWS US TO LIVE TOGETHER IN FREEDOM AND IN HARMONY. THE RULE OF LAW PROVIDES THE COMMON GROUND FOR SOCIAL PROGRESS AND PROSPERITY.

THE SECOND INSTITUTIONAL PRINCIPLE - AND IT IS A PRINCIPLE RELATED CLOSELY TO THE RULE OF LAW - WHICH IS IMPORTANT IN A HUMAN RIGHTS CONTEXT IS THE INDEPENDENCE OF THE JUDICIARY. THAT PRINCIPLE HAS BEEN A CORNERSTONE OF THE ENGLISH POLITICAL AND LEGAL SYSTEM FOR CENTURIES. THE PRINCIPLE HAS ALSO BEEN FAITHFULLY UPHELD IN CANADA AND VIEWED AS A FUNDAMENTAL CONSTITUTIONAL IMPERATIVE. AN INDEPENDENT JUDICIARY IS ESSENTIAL IN UPHOLDING THE RULE OF LAW AND RESPECT FOR THE RIGHTS AND LIBERTIES OF INDIVIDUALS. IT TOOK MANY YEARS, MANY BATTLES, SOME DEATHS, AND THE COURAGE AND FORTITUDE OF PEOPLE SUCH AS SIR EDWARD COKE TO ESTABLISH FIRMLY IN THE UNITED KINGDOM THAT THE INTERPRETATION AND APPLICATION OF LAWS, AND THUS THE PROTECTION OF THE RULE OF LAW, WAS VESTED IN THE JUDICIARY. FORTUNATELY, IN CANADA, SIMILAR BATTLES WERE NOT NECESSARY. THE FOUNDERS OF OUR COUNTRY ESTABLISHED A SYSTEM OF GOVERNMENT AND OF LAW WHICH RESPECT THE IMPORTANT, BUT DIFFERENT, ROLES OF LEGISLATURES AND THE COURTS.

Two Sides of the Judicial Coin - Independence and Accountability

Rt. Hon. Antonio Lamer, Chief Justice of Canada, University of Victoria, March 12, 1998

pp. 2-7

I. Judicial Independence in Canada

The principle of judicial independence has formed an integral part of Canada's *Constitution* from the country's birth in 1867, even though the *Constitution Act, 1867* did not actually refer to judicial independence in explicit terms. However, part VII of that *Act*, headed "Judicature", provides for both the security of tenure and financial security of federally appointed judges in terms that mirror very closely those used in the *Act of Settlement* of 1701, the legislation by which the British Parliament firmly entrenched the principle of judicial independence in the British Constitution. Section 99 of the *Constitution Act, 1867* stipulates that the judges of the Superior Courts are to hold office during good behaviour and are to be removable only by the Governor General and then only on address of the Senate and House of Commons. Section 100 of that *Act* provides that the "Salaries, Allowances and Pensions" of these judges are to be "fixed and provided" by the Parliament of Canada.

To reinforce these commitments to the principle of judicial independence, the Preamble to the *Constitution Act, 1867* noted the desire of the constituent provinces to have "a constitution similar in principle to that of the United Kingdom". That reference to the constitution of the United Kingdom has been understood to introduce into our own Constitution a number of the principles that had established themselves in the United Kingdom by 1867. These principles include the rule of law, parliamentary supremacy, democratic self-governance, freedom of speech and of the press - and, of course, the independence of the judiciary.

With the entrenchment in 1982 of the *Canadian Charter of Rights and Freedoms*, the principle of judicial independence was given explicit constitutional recognition. According to s. 11(d) of the *Charter*, persons charged with an offence have the right "to be presumed innocent until proven guilty according to law in a fair and public hearing by an independent and impartial tribunal". The concluding phrase of this provision has generated a good deal of litigation over the last several years, one of the results of which has been the development by our courts of a definition or understanding of what is comprised by the term "judicial independence". Three distinct elements of judicial independence have been identified, each of which must be present to the requisite degree before a court will be regarded as constitutionally adequate. The first two of these elements derive directly from sections 99 and 100 of the *Constitution Act, 1867* - security of tenure and financial security. The third element, which concerns the relationship between the judiciary and the other branches of government, has been termed "Institutional Independence". I should also point out, as a Chief Justice, that judges are independent as against their chief justices. I have no authority to tell a judge how he or she should decide a case.

Without digressing too far into the jurisprudence that has evolved in connection with s. 11(d) of the *Charter*, I should point out that an important feature of it is that not all of these three elements must be reflected to precisely the same degree in all courts. Hence, there are "independent and impartial tribunals" in which the judges do not have precisely the same form of security of tenure and financial security as the courts that are governed by sections 99 and 100 of the *Constitution Act, 1867*. In effect, a sliding scale has been created, one that permits courts to pass constitutional muster on the basis of somewhat lesser guarantees of security of tenure, financial security and institutional independence than superior courts must have.

In the course of developing our understanding of judicial independence in Canadian law, the courts have been mindful of the purposes underlying our commitment to that principle. One of those purposes is the maintenance of public confidence in the impartiality of the judiciary. As my former colleague Justice LeDain said in one of the leading authorities in this area, "without that confidence the system cannot command the respect and acceptance that are essential to its effective operation".

Another, perhaps even more fundamental purpose served by judicial independence, is the maintenance of the rule of law. It was, of course, to permit the judges of England to apply the law rationally and evenly that the idea of judicial independence was originally conceived and protected. In the words of John Locke, the purpose of judicial independence was to ensure that the law would not "be varied in particular cases, but [be the same] for rich and poor, for the favourite at court and the countryman at plough".

It is especially important, I think, to bear in mind these reasons for protecting judicial independence when that principle is brought under attack, particularly when it is under attack for what may appear to be good reasons. There is an unfortunate tendency on the part of some to characterize judicial independence as a principle that enures primarily if not exclusively to the benefit of the judges themselves. Of course, one cannot deny that the judiciary benefits from security of tenure and financial security. But it must be emphasized that the primary beneficiary of the principle of judicial independence is society as a whole. The reality is that the rule of law cannot endure over time, if it can exist at all, unless those who have the responsibility of interpreting and applying the law and the Constitution are guaranteed their independence from government. How much confidence could the public really have in their legal system if the judges who interpret and apply the Constitution, who define the legal rights and freedoms of Canadians, were subject to influence on the part of those whom the Constitution binds? The fact of that guarantee of independence must in turn be known to and acknowledged by the citizens if they are to have the confidence to seek recourse in the courts for the adjudication of their disputes, particularly their disputes with government.

Let me now say a word or two about judicial accountability.

II. Judicial Accountability

For at least the last decade or so, the citizens of Canada, like the citizens of many other democracies throughout the world, have subjected governmental institutions to ever increasing scrutiny. This scrutiny relates not only to the substantive decisions made by those bodies. It relates also, and perhaps even more frequently, to the process by which those decisions are taken - in particular, whether that process is consistent with democratic principles. Prominent amongst these principles is accountability - the notion that those who exercise state power must give an account of and answer for the decisions that they take.

This call for increased accountability on the part of the institutions by which Canadians are governed is directed primarily at the legislative and executive branches of government. It is clear, however, that the call for increased accountability is also being directed at the judicial branch.

In responding to this call for greater accountability - and this, I suppose, is the basic thesis of my lecture - I think it is very important, not only for the judiciary, but for all responsible citizens to understand the reasons underlying it, and to scrutinize very carefully the proposals for change that often accompany it. And, for the legal profession and the judiciary in particular, it is important to ensure that these changes do not place at risk the critically important constitutional value of judicial independence.

It would clearly not be possible for me in this short discussion to attempt to identify and examine, either all of the concerns that lie behind the call for greater judicial accountability, or all of the changes that have been proposed to accommodate those concerns. What I would like to do is identify two areas in which these concerns have arisen. I will then examine briefly some of the proposals that have been made to increase judicial accountability in those areas, and comment on how the relationship between judicial accountability and judicial independence plays itself out in them. One of those areas is judicial misconduct. The other is judicial education. However, before I examine the first of these, I would like to spend a few minutes exploring what the notion of accountability means in the context of the judicial branch of government.

The notion that the legislative and executive branches of government should be accountable to the public they serve is one with which we would all, I am sure, quickly agree. We would do so because the notion of accountability here is not only consistent with, but necessary for, a truly democratic system of government. This form of accountability is inherent in the very fact that our governments can be replaced by the electorate from time to time.

However, the notion that the judicial branch of government must likewise be accountable to the public it serves is not, I would hope, as free of controversy, at least if the term accountability is to be understood in the same sense in which it is used in the context of the other branches of government. And I say that for what I hope are obvious reasons. The primary obligation of the judiciary is not to the majority of the electors, but to the law, which

is designed to protect all citizens. The fulfilment of that obligation is integral to the preservation of the rule of law. And to make it possible for the judiciary to fulfil that obligation, we have collectively decided to guarantee it, in the constitution, the substantial degree of independence it currently enjoys - Independence both from government influence and from other sources, including public opinion, outside the courtroom. Therefore, the notion of accountability as we understand it in relation to other branches of government is, in a very fundamental sense, inconsistent with the constitutional role and function of the judiciary.

Does this mean that the notion of accountability has no role to play insofar as the judiciary is concerned? I think not. What it means is that there is sometimes a tension between judicial accountability and judicial independence. One must, therefore, always be attentive in discussions about judicial accountability to the risks that may be posed to judicial independence. In seeking to apply the notion of accountability to the judiciary, one must be very clear about both the kind of judicial conduct to which it is to be applied and the form of accountability that is sought to be imposed.

In an important sense, of course, our judiciary is, and for a long time has been, accountable to the public for the manner in which it performs its most important function - adjudicating the disputes that come before it. That accountability consists in the fact that, with only the rarest of exceptions, court hearings are held in public; reasons must usually be given to support court rulings; both those rulings and those reasons are open to comment and criticism by the public, the media, the profession and the academic community; decisions made by trial courts can be appealed to appellate courts; and the fact that the law as articulated by the courts can be overridden by legislation duly enacted by the elected branches of government.

Ultimate accountability, of course, also exists in the possibility of removing judges from the bench for serious judicial misconduct. In the case of federally appointed judges, this form of accountability is governed by both s. 99 of the *Constitution Act, 1867*, to which I have already referred, and the provisions of the federal *Judges Act*. In the case of provincially appointed judges, it is governed, of course, by the relevant provincial statutes.

Ivan C. Rand Lecture

Hon. C. J. Scott, Chief Justice of Manitoba, to the Faculty of Law, University of New Brunswick, March 14-15, 1996

pp. 1-5

A free and independent judiciary is recognized as one of the essential hallmarks of a democratic society. Only if the third branch of government is free from the two other branches (and I would add in our current society free from undue influence from any source) can we say that we live in a society where the rule of law is able to flourish.

There are three constitutional sources for judicial independence. The first is the preamble to the *Constitution Act, 1867* which states that Canada "desires ... a constitution similar in principle to that of the United Kingdom." The second is Part VII of the *Constitution Act, 1867* itself and, thirdly, section 11(d) of the *Canadian Charter of Rights and Freedoms* (the *Charter*) which guarantees to any person charged with a criminal offence the right "to be presumed innocent until proven guilty according to law ... by an independent and impartial tribunal." This is consistent with the requirements of the rule of law which mandates "impartial and disinterested umpires." (W.R. Lederman, "Judicial Independence and Court Reform in Canada for the 1990's", (1987) 12 Queen's Law Journal 385.)

As Chief Justice Lamer put it in *R. v. Lippé*, [1991] 2 S.C.R. 114 (at p. 139):

> The overall objective of guaranteeing judicial independence is to ensure a reasonable perception of impartiality; judicial independence is but a "means" to an end. If judges could be perceived as "impartial" without judicial "independence", the requirement of independence would be unnecessary. However, judicial independence is critical to the public's perception of impartiality. Independence is the cornerstone, a necessary prerequisite for judicial impartiality.

It is this impartiality which is the true guarantee of judicial independence. Independence provides the conditions for impartiality, and public confidence in this impartiality is what ultimately guarantees judicial independence. As Sir Ninian Stephen put the point:

> What ultimately protects the independence of the judiciary is a community consensus that the independence is a quality worth protecting, the citizen being better served if the judiciary is preserved from domination by those more overtly powerful elements of government, on whose support the judiciary is dependent, yet whose exercise of power the judiciary is charged with keeping within bounds prescribed by law.

(Sir Ninian M. Stephen, "Judicial Independence - A Fragile Bastion", in S. Shetreet and J. Deschênes (eds.) *Judicial Independence: The Contemporary Debate*, (1985) 529-545, at p. 534.)

There are two kinds of judicial independence: institutional and individual. Institutional independence can best be summed up as "judicial control over the administrative decisions that bear directly and immediately on the exercise of the judicial function." (Le Dain J. in *R. v. Valente*, [1985] 2 S.C.R. 673.) See, as well, *R. v. Beauregard*, [1986] 2 S.C.R. 56, and *MacKeigan v. Hickman*, [1989] 2 S.C.R. 796.

Individual independence on the other hand which includes security of tenure and financial security "connotes not merely a state of mind or attitude in the actual exercise of judicial functions, but a status or relationship to others, particularly to the executive branch of government, that rests on objective conditions or guarantees" (*R. v. Valente*, at p. 685). See, as well, *R. v. Beauregard per* Dickson C.J.C. (at p. 69):

> Historically, the generally accepted core of the principle of judicial independence has been the complete liberty of individual judges to hear and decide the cases that come before them: no outsider – be it government, pressure group, individual or even another judge – should interfere in fact, or attempt to interfere, with the way in which a judge conducts his or her case and makes his or her decision.

It is this aspect of judicial independence and the inevitable (and I say healthy) tension between it and accountability that forms the broad background for this paper. The discipline process must never be permitted to intrude on the decision-making process.

One other introductory point needs to be made. Assessing and dealing with allegations of judicial misconduct is but one area of judicial accountability. To name but a few others, having a respectable and consistent judicial appointments and elevations process is, many

would argue, the very best way to ensure accountability. There is, as Professor Friedland points out, an obvious connection between the quality of appointments and judicial conduct. Continuing judicial education is another example that helps ensure that judges are not only technically competent, but well-suited to perform our task in the social context of current realities.

But most importantly, all judges adjudicate in public and, with the exception of the Supreme Court of Canada, are subject to an appeal process. Accountability for the correctness or validity of our decisions is a key aspect of the judicial system. Our decisions are subject to ongoing review and debate by brother and sister judges, the academic community and the media. Judges cannot decide as they choose. We are bound by rules of procedure, and by precedent. Despite the confidentiality inherent within the judging process itself, few public institutions in our society are subject to such profound public scrutiny in terms of the "quality" of our work as is the Canadian judiciary.

Public Legal Education Project
Canadian Bar Association

The 1996 Systems of Civil Justice Task Force Report concluded that the Canadian public has a need to be informed about the civil justice system, and has a further obligation to understand their options and to attempt informal dispute resolution methods. In the report it was noted that "*community organizations rated their personal level of information about the civil justice system as 'poor'.*(Page 53). The most conspicuous method of bringing about this understanding is through the education system, at both the elementary and secondary school levels.

The *Public Legal Education: Conflict Resolution and the Canadian Justice System Project* will develop education outcomes and teaching modules to assist elementary and secondary schools in providing education on dispute resolution skills and the operation of the justice system. These teaching modules, which will be developed in consultation with educators, governments and members of the legal community will attempt to bridge the gap in understanding that is a barrier to access to justice for many Canadians.

The resulting program will be made available to all levels of school administration including: provincial and/or territorial curriculum development committees; legal education societies; professional development programs for teachers; teacher federations; and the Council of Ministers of Education, Canada. The program will be flexible in that it can be used either in the development of detailed curricula, or as an additional resource for classrooms to use on an ad hoc basis. In addition, the program will provide teachers with access to interested volunteers to help with classroom presentations if requested.

Definition of the Problem

Recommendation 26[1] of the Systems of Civil Justice Task Force Report called on the CBA to enter into discussions with provincial and territorial ministries of education to facilitate teaching in the public schools of dispute resolution and the operation of the civil justice system. In 1997, President Russell Lusk (1996-1997) wrote to the ministers of education and received their written support for this initiative. President P. André Gervais (1997-1998) subsequently visited the ministers of education (or their deputies) of British Columbia, Alberta, Saskatchewan, Manitoba, Ontario, Nova Scotia and P.E.I. to solicit their support. A similar message was provided to provincial justice ministers, and chief justices were informed of the initiative.

The response to our consultations were overwhelmingly positive. For example, in Manitoba, education officials involved a CBA representative in a committee developing legal education outcomes for social studies being developed as part of the western provinces protocol. If adopted, this could influence learning outcomes for English-language social studies courses in all jurisdictions west of Manitoba. In Nova Scotia, the CBA had an opportunity to comment on the validation draft of the Foundation for Atlantic Canada Social Studies Curriculum. Again, if CBA views are adopted, these outcomes would be sent to the education ministers in the four Atlantic provinces.

---

1 Recommendation #26 states: The Task Force recommends that
(a) the CBA enter into discussions with provincial and territorial ministries of education or their equivalents to facilitate the teaching of dispute resolution skills and the operation of the civil justice system in Canadian elementary and secondary schools; and
(b) these efforts be undertaken in consultation with law societies, law schools, members of the judiciary, and governments.

These outcomes, however, are only a first step. They must be followed up with detailed teaching modules, developed for each grade level in an easy to understand format. The development of draft model curricula on dispute resolution and the legal system would provide education officials with a ready-made program, which could be tailored if necessary to meet the regional needs of Canada's thirteen jurisdictions.

Only a very few courses on the legal system and alternative dispute resolution are available in the public school system. In the few jurisdictions with such courses, they are offered on an optional basis. Some jurisdictions include courses on legal subjects under citizenship, others under social studies. Given the lack of mandatory courses on the legal system, it is not surprising that few Canadians understand the workings of the justice system. Canadians have an obligation to understand dispute resolution and the workings of the justice system, but they are not being provided with access to the necessary information to meet this obligation.

Rationale

It is clear from our consultations that the operation of the justice system is largely overlooked in Canadian school curricula. In order to close this gap, we propose to develop learning outcomes and teaching modules for students in Kindergarten to Grade 12 that include a knowledge of the workings of the civil and criminal justice systems as well as the principles of dispute resolution. Although specific courses on dispute resolution are being taught more often in early grades, it is clear more can be done, especially given the growing problem of violence in schools.

Unlike most national CBA lobbying activities, changing educational outcomes requires co-ordinating efforts across Canada in thirteen jurisdictions. Learning outcomes are reviewed only periodically, in most cases on a rotational basis. However, these learning outcomes , which are set by protocol, provide only a minimum which cannot be reduced. Outcomes and courses can be added to by individual jurisdictions if necessary. We believe this is a priority.

Inclusion of this priority requires buy-in from many groups – ranging from provincial education department officials to classroom teachers. Once adopted, successful implementation will require teachers who are comfortable with course delivery. The CBA has offered to provide teachers with access to interested volunteers to help with classroom presentations if requested.

The curricula initiative is essential to the Task Force goal of improving public access to the legal system.

Methodology

To date, the CBA has been able to developed the following general outcomes:

> *The CBA recommended that the outcomes under the curriculum component entitled Citizenship, Power and Governance be modified as follows:*
>
> *By the end of grade 3, students will be expected to:*
>
> - *recognize the need for criminal and civil courts in our society;*
> - *demonstrate basic understanding of the importance of dispute resolution.*
>
> *By the end of grade 12, students will have achieved the outcomes for entry-grade 9 and will*

also be expected to:

- *apply their knowledge of the Canadian civil and criminal justice systems and alternative dispute resolution.*

Phase I: Initial Outreach

Two curriculum experts will be identified to act as advisors on the project. Contact will be made with all provincial education department officials, local school boards, and classroom teachers who will be invited to participate in the development of this project. In addition, lawyers will be sought out at the local levels, to participate in the project, especially with respect to being available for classroom presentations.

Phase II: Development of Outcomes

Detailed outcomes for each of the primary and secondary grade levels will be developed. This will require research and consultation with teachers, teacher federations, the Council of Ministers of Education, law societies, law schools, members of the judiciary, and governments. Care must be taken to establish the appropriate level of understanding (outcome) for each primary and secondary grade level.

Phase III: Development of Teaching Modules

Once the outcomes for each grade level have been determined, corresponding teaching modules will be developed. This will include the drafting, circulation for consultation, and revision of the curricula once comments have been received.

Phase IV: Dissemination

The final material will be made available to all stakeholders and will include: the general outcomes, detailed teaching modules, and a list of local resource people who are able to participate when called upon. The final material will also appear on the CBA home page.

Anticipated Impact and Target Group

The anticipated impact of this initiative is far-reaching. Through this initiative, we have the potential to provide a better understanding of dispute resolution and the legal system to all Canadian children.

Timetable/Échéancier

Identification of Researcher	May/June 1999
Initial outreach: Research, gathering of current educational materials (public schools, Public Legal Education societies, governments, community groups). Two curriculum experts will be identified to assist with the project (on a voluntary basis).	June 1999 - August 1999
Conference calls with curriculum experts to discuss general outcomes.	September 1999
Development of general outcomes for each grade level	September 1999
Development of preliminary draft modules	October 1999
Meetings with curriculum experts to discuss draft modules	November 1999
Development draft teaching modules	December 1999
Circulation of draft teaching modules for comment	December 1999
Review of responses and revisions to the draft	March 2000
Final modules produced	April 2000
Dissemination and web site posting	April 2000

Method of Evaluation/Méthode d'évaluation

The views and comments of the legal and education communities will be taken into full consideration during the consultative phase.

The project will be evaluated by the educators upon implementation of the teaching modules. The success of the initiative will be determined by the ability of students to meet the learning outcomes generally (knowledge of the criminal and civil courts in society; demonstration of a basic understanding of the importance of dispute resolution) for their particular grade level.

Educators will be able to customize these modules based on their particular needs and those of their students.

Key Personnel

John D.V. Hoyles, Executive Director
Canadian Bar Association

Heather Nowlan, Project Officer
Canadian Bar Association

A researcher will be hired to undertake this project under the direction of the Executive Director of the CBA. Two education experts will join the project on a volunteer basis.

Annex C

Law Courts Education Society of British Columbia

Provincial Office: 221-800 Smithe Street, Vancouver, British Columbia V6Z 2E1
Telephone: (604) 660-9870 Fax: (604) 775-3476 Email: rick.craig@ag.gov.bc.ca
President Emeritus: Martin R. Taylor, Q.C.

Background:

The Law Courts Education Society was created in response to government action on the Access to Justice Report of 1988. It took over the courts related public legal education programming which had started in 1979 with the opening of the Vancouver Law Courts complex. The programming it currently delivers to schools has been built up over 19 years.

The Society's Board of Directors represents a partnership between major stakeholders in the justice system. The Society has an appointed Board of Directors composed of one Judge from each of the Appeal, Supreme and Provincial Courts (the first two appointed by the Chief Justice and the latter appointed by the Chief Judge of Provincial Court.) Three representatives of the Ministry of the Attorney General are appointed by the Attorney General. Currently, they represent the Criminal Justice Branch, Policy and Legal Branch and Court Services Branch of the Ministry. The B.C. Branch of the Canadian Bar Association appoints one representative who is usually a member of their Executive Committee. These seven Directors appoint three community Directors: one representing the interests of First Nations' community, another for immigrant and visible minority communities and the third representing schools and other educational institutions. In September, this partnership will be expanded to include a representative of the Ministry of Education appointed by the Minister of Education. This change formalizes the long standing working relationship between the Society and the B.C. school system.

Budget: The Society receives core funding from the Ministry of Attorney General ($300,000), and more recently, the Ministry of Education ($150,000). The Law Foundation core funds part of the Northern Native PLEI program of the Society ($55,250). In addition, the Society raises another $60,000 yearly from fees on projects and fundraising. The Society also operates several special programs which have separate budgets from other sources and undertakes numerous special projects funded by a variety of sources.

Programming:

The Society is the only public legal education organization working systematically to develop curricula, training services and courtwatching for B.C. schools. It works in a systematic and sustained manner with **First Nations communities and schools in all parts of the north, interior and lower mainland**. In some of the remote schools in the north where the Society is working the school drop out rate is 100% after grade seven. Society First Nations curriculum materials for kindergarten to grade seven, which are culturally sensitive and international award

winning, are being received enthusiastically by band school and public school teachers and by First Nations communities throughout the province. Recently the Society organized 62 professional development workshops involving over 600 teachers on this curriculum.

The Society publishes and maintains curricula resources for primary, intermediate, secondary and post secondary levels of education. Resources are also available to people studying English as a Second Language. The Society currently distributes over 25 mock trials, for example, and mock trial gowns costumes for many regular trial cases, as well as fairytale and First Nations' mock trials.

Other important Society educational initiatives include partnering with School Districts in the lower mainland to deliver specialized educational programs (Courtlink Youth Programs) on our justice system for newcomer youth and youth at risk. This partnership model of education involves the justice system and schools working together on effective, sustainable, and low-cost educational programs annually. Program goals focus on orientation and adaptation for newcomers, and attitude and behaviour change for youth at risk.

The Society is partnering with the Department of Justice and several school districts on important legal education research on the impacts of legal educational programming on the attitudes and behaviours of youth. This is complex research requiring several years and community partnerships with the Nisga'a, Alert Bay and Sto:lo nations and the three school districts involved.

The Society also works with the justice system and community agencies on special needs programming. Some examples of this work include:

- educational materials for service agencies and others dealing with the special legal educational needs of the mentally challenged in the area of criminal law. This is an area where no legal education resources existed prior to our efforts. The Society is currently training service providers on the use of these educational materials. The Society is currently developing a civil law component to this program as well as a CD Rom of legalpixs for justice system personnel;

- a partnership with the Deaf community on the development of an ASL video, user guide and teachers' guide on the justice system for the Deaf and the development and delivery of community workshops in ASL on criminal law, civil law and the court system.;

- the delivery of Parenting after Separation workshops in 4 lower mainland communities. The development and delivery of specialized Parenting after Separation programs for the Chinese and South Asian communities. The development of specialized resources such as a Parenting after Separation handbook;

- **The Court Information program for Immigrants** which provides information, assistance, referrals in five languages (Cantonese, Spanish, Vietnamese, Hindi and Punjabi) for immigrants and refugees appearing in court as the accused, victims, witnesses or parties involved in a civil suit;

- The development of a specialized **Auto-crime courtlink** for schools throughout the Province of B.C. These courtlinks are of two types: for intermediate youth and for youth at risk;

- The organization of **Judicial Community Liaison Programs** whereby interested Judges can visit communities and discuss justice issues. Previous programs have been with the South Asian, Vietnamese, Chinese and Hispanic communities. The next program is with the Downtown Eastside community which is the poorest area of Vancouver;

- The ongoing development and publication of information materials on the justice system in many languages. Currently, materials are available in ten languages;

- The Society has won five **achievement awards** in the last ten years – three of which are international from the National Association for Court Management (2X) and the Association of Family and Conciliation Courts.

SOCIETY HIGHLIGHTS
April 1, 1998 - March 31, 1999
Summary report

The Society set a goal of increasing service delivery from the level of 25,000 British Columbians to over 30,000 British Columbians during this year. Despite ongoing budget uncertainty, this goal was surpassed and the Society provided direct services to over 35,000 people. As in recent years, many staff experienced a lay-off period during the summer, ranging from 2 to 8 weeks. Despite these limitations, the Society has taken steps to strengthen regional program delivery and continues to produce and implement high quality resource materials and training programs. It has also consolidated recent initiatives such as the Parenting after Separation program and a provincial fundraising program.

*NB - Brackets indicate figures for previous year (97/98) programming.

1) Regional Office Programming: the Society operated 5 regions, a provincial office, an immigrant information program office and a Parenting after Separation program during the year. During the time, regional staff:

a) provided core services to 30,545 participants (22,198) in 4,926 (4,074) activity sessions

b) handled 1,346 (946) groups

c) included over 2,556 volunteers directly in Society programming

c) provided 1155 (809) orientations on the court system

d) organized 1130 (813) courtwatching sessions

e) organized 606 (398) Judge's sessions

f) arranged 566 (346) system personnel sessions

g) conducted 889 (642) sum up sessions

h) organized 375 (213) Mock Trial sessions

i) delivered 219 (92) outreach sessions to schools, native and other communities

j) organized 1040 (585) program development sessions in communities throughout the province

k) conducted 671 (660) program maintenance sessions with court staff and community groups throughout BC

l) organized or participated in 132 (163) protocol sessions for visiting dignitaries and at the community level.

m) serviced 3,658 (3,197) information requests .

n) handled 33,428 (18,730) distributions of material to the public .

o) were involved in April in organizing 4 Law Day Open Houses in the North, Interior and Lower Mainland West and East (4)

p) organized 2 job shadowing placements (12) and 18 careers workshops involving 542 participants

r) organized 26 (15) Courtlinks for native, youth at risk and multicultural communities involving 542 youth (345) in 55 days (38) of activities and 171 activities .

s) organized 46 (28) professional development sessions involving 51 teachers

t) organized 0 (4) diversity awareness workshops involving justice system staff

u) organized 365 (163) specialized tour/protocol sessions (178)

2) <u>Provincial Office Programming:</u> Provincial Staff have been involved in the delivery of some direct services, ongoing Society administration and the development and implementation of both core and special projects. Provincial Staff were involved in:

- the consolidation of a diversified funding strategy for the Society including a provincial fundraising campaign ($24,533), an increase in curriculum material; fees, a Law Society campaign follow up and additional Government financial support;
- the maintenance of the Society curriculum/leaflet resources sales, ($17,385), distribution and storage, presentations at the Public Legal Education Association of Canada conference in Prince Edward Island, the Washington State Access to Justice Committee meetings in Seattle and Chelan (300 people), Corrections Branch Management Committee, Legal Services Branch Management Committee, Criminal

Justice Branch Management Committee, Public Safety Branch Management Committee, Annual Law Foundation Conference for Grantees on Managing with Limited Resources, Social Studies Teachers Conference;

- organizing special events and workshops including cultural diversity workshops for the Justices of the Peace, the special launch ceremony of the ASL video for the Deaf Community (350 people), Human Rights in South Africa, Human Rights in Pakistan, Protocol Activities for Minister Omar and Human Rights Commissioner Dr. Pityana; five public youth forums for the AG's provincial touf, including Kelowna, Kamloops, Penticton, Abbotsford and Chilliwack; and three youth and community activities for Multiculturalism Week.
- participation as a member of the PLEAC National Board (6X) , Inter-Ministry Committee on Multiculturalism (1X), Law Related Education Committee (3X), AMSSA (3X), Law Foundation Funded Agencies Meetings (2X);
- protocol activities for dignitaries (mostly Judges) from the Commonwealth Conference, China, Taiwan, the United States, Australia, Great Britain, and Canada: and
- distributions of over 20,000 copies of Society , ESL and cultural programs materials .

The Society has been involved in many projects at the Provincial level. Some of these projects are ongoing and will be completed during 1999/2000.

Core Educational Materials

- 1998/99 Annual General report
- 1999 Publications Catalogue Update
- Society protocol Kit – updated
- Courts of B.C. leaflet reprint
- Legal Pix Cards
- Korean Leaflet reprint
- Courtlink Youth Binders (ESL/Secondary editions)
- Parenting After Fact/resource Sheets (4)

Special Projects

Completed

- First Nations Journeys of Justice Research – Year 2
- Court Interpreter's Handbook
- Judicial Community Liaison Workshops (3)
- Labatt's Summer Student program
- Journeys of Justice Implementation Workshops (5 workshops involving 50 People)
- Parenting After Separation handbook
- Child Support Video Script, Outcomes and Implementation Guide
- Northern First Nations' Child Support Research Study
- 5 LegalPix Provincial Workshops

- ASL Video, Viewer's Guide
- Child Support Booklet Translation Project (6 languages)

In Progress or Ongoing

- Literature Committee leaflet support (ongoing)
- Diversity Training Proposal for Cultural Sensitization Programming for Court Service Regions (none delivered - ongoing)
- Parenting after Separation Programs: Voluntary, Mandatory and South Asian Programs
- Judicial Community Liaison Programming
- Journeys of Justice PLEI Research Project (Year 3)
- Annual Court Interpreters Conference
- ASL Video for the Deaf Project workshops
- Courtlink School District Programs for Immigrant Youth and Youth at Risk
- Supreme Court Education Committee Training Assessment
- ICBC Autocrime Courtlinks Project
- Legal Pix Civil Law Project
- Chinese PAS program Development and Implementation
- AFCC Conference youth forum, presentation and closing ceremonies
- 20th Anniversary Celebration

Core Administration

- Monthly Statistics Reports
- Monthly Financial reports
- Board Meetings (4 times – plus A.G.M.)
- Northern Native PLEI Committee (bimonthly
- Cultures Advisory Committee (when required)
- Conditions of Employment manual annual updates
- Hiring of Office Assistant
- Development of 98/99 Society Objectives Plans and reports

3) Court Information Program for Immigrants

- 3 part-time workers, covering 6 courthouses, provided 5,349 (4,324) information and referral services to 3,480 (3,149) Vietnamese, Chinese, Hispanic & South Asian clients
- a cost/benefits analysis was developed on power point using transition funding from the Law Foundation. The analysis was used to seek Ministry core funding for this program and as an analytical tool of core program services and a 1999/2000 strategic objectives setting process.

4) Parenting after Separation Program

- the implementation of voluntary PAS programs in Vancouver, Richmond and Port Coquitlam, a mandatory program in Burnaby, a South Asian program for the Lower Mainland. And initial meetings on a Chinese program.

- 101 workshops involving over 1000 participants were organized.
- 31 workshops were cancelled due to low enrolment.

4) International Program: Projects

- Registration as an NGO with NGO project facility
- Development of a South Africa Access to Justice Project
- Initial development of a delegation to Guatemala
- Initial development of a project development process for China

5) Fundraising:

- Consolidation of the technical process for handling individual donor fundraising
- Development of an annual fundraising time-line
-

Investigation of other funding sources including local United Ways, local Bar Associations, PECSF.

La mise au point

• Des critiques injustes et des comptes rendus inexacts peuvent porter atteinte aux réputations des juges et miner le respect du public envers les tribunaux au plan de l'administration de la justice.

• Face à ce problème, il est important de recourir à des mesures préventives de longue durée. Par exemple, les juges peuvent faciliter, de manière permanente, l'accès des journalistes aux activités judiciaires et aux jugements. Ils peuvent travailler avec des journalistes dans des comités mixtes tribunaux-médias ainsi que dans d'autres milieux informels en vue d'améliorer les reportages.

• À court terme, les juges peuvent parfois éprouver le besoin de faire une mise au point; par exemple en répliquant rapidement et directement à une attaque personnelle injuste ou à des reportages inexacts.

• Il existe des conseils sur la manière de procéder. Les éléments communs qui suivent sont tirés de documents émanant de l'American Bar Association, des cours supérieures du Québec et de l'Ontario, ainsi que de l'expérience des agents de relations avec les médias. Les tribunaux pourraient s'en servir comme lignes de conduite.

Quand répliquer :

• Un juge est l'objet d'une attaque personnelle injuste.

• Un jugement ou une décision sont très mal rapportés

• Une critique est essentiellement inexacte, et l'inexactitude constitue un élément important de la critique.

• La critique dénote une méconnaissance du système juridique ou du rôle du juge, et repose, du moins en partie, sur cette méconnaissance.

Quand NE PAS répliquer :

• La critique est un commentaire juste.

• La critique est vague ou résulte d'une insinuation.

• La critique est le reflet d'une querelle personnelle entre son auteur et le juge.

• Le juge concerné désapprouve la réponse proposée.

• La critique soulève des questions de déontologie judiciaire qui devraient être soumises à un organisme disciplinaire, ou fait

l'objet de procédures d'outrage, ou porterait préjudice à une question *sub judice*.

• Une campagne électorale est en cours (et la critique pourrait s'y rattacher).

• Une enquête poussée est requise pour expliciter les faits en cause.

Comment répliquer

• Les tribunaux devraient établir des procédures simples et constantes, qui soient adaptées à leurs propres structures et circonstances et qui indiquent les personnes et les mécanismes appropriés pour :

- Recueillir les renseignements nécessaires dans chaque situation
- Appliquer les critères et proposer le contenu et la forme de la réponse
- Obtenir l'accord des personnes qui doivent participer à la réponse, et organiser la diffusion de celle-ci.

• Répondre dans les 24 heures qui suivent, ou le plus tôt possible.

• Permettre à l'équipe de réponse d'évaluer les circonstances et de choisir la forme et l'auteur de la réponse. Ajuster la forme de la réponse à la gravité du problème. Recourir à l'une quelconque des méthodes suivantes :

- Lettre au rédacteur en chef (solution souvent utilisée)
- Appel au journaliste ou au rédacteur en chef (solution aussi souvent utilisée)
- Lettre à l'ombudsman de la presse ou au conseil de presse (solution utilisée à l'occasion)
- Message diffusé à la télévision ou à la radio (solution à utiliser avec soin, moins souvent)
- Communiqué de presse (parfois)

L'application de ces critères peut exiger sérieuse réflexion. Vous pourrez vous fier davantage à la marche à suivre si les décisions sont prises en groupe restreint. Songez à y inclure un représentant du Barreau et du procureur général de la province pour déterminer si la réponse devait provenir de l'une ou l'autre de ces sources, conjointement avec la magistrature ou à sa place.

Méthodologie
Stratégie de communication des tribunaux

Objectifs

- Ce que nous voulons accomplir au plan des initiatives d'éducation, d'information publique et de relations avec les médias.

Milieu des communications

- Ce que nous savons de l'attitude du public et des médias au sujet de la connaissance de nos tribunaux et du rôle de nos juges.

Questions d'ordre stratégique

- Les principales questions dont nous devons traiter.
- Ressources internes à notre disposition : agents des médias, comités tribunaux-médias, juges d'expérience, formés et disposés à communiquer avec le public, activités éducatives et activités avec les médias.
- Personnes et groupes avec lesquels nous pouvons travailler.
- Pratiques et politiques existantes. Éléments manquants.

Démarche stratégique

- Déclaration générale sur la façon dont nous répondrons aux questions dont nous venons de discuter.
- Secteurs sur lesquels insister, rôles principaux.

Messages

- Énoncé des principaux thèmes qui reviendront dans toutes les initiatives.

Groupes visés

- Par exemple, pour les initiatives éducatives, il s'agirait de cibler des étudiants de niveaux précis.
- Les initiatives publiques pourraient viser particulièrement des dirigeants de la collectivité, des groupes particulièrement touchés par des décisions judiciaires, etc.

- Certains médias pourraient être ciblés, en tant que moyens d'atteindre des collectivités influentes.

Initiatives

- Les mesures proposées pour chacun des trois secteurs, et les échéanciers applicables.

Rôles et responsabilités
Surveillance, examen et comptes rendus